



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
LIMITÉE

E/CN.4/2003/L.11/Add.7  
25 avril 2003

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Cinquante-neuvième session  
Point 21 b) de l'ordre du jour

**RAPPORT DE LA COMMISSION AU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL  
SUR LES TRAVAUX DE SA CINQUANTE-NEUVIÈME SESSION**

**Projet de rapport de la Commission**

Rapporteur: M. Branko SOCANAC (Croatie)

**TABLE DES MATIÈRES\***

| <u>Chapitre</u>   | <u>Page</u> |
|---|-------------|
| II. Résolutions et décisions adoptées par la Commission<br>à sa cinquante-neuvième session .....    |             |
| A. <i>Résolutions</i>   |             |
| 2003/68. Protection des droits de l'homme dans la lutte contre<br>le terrorisme .....               |             |
| 2003/69. Droits de l'homme et bioéthique.....   |             |
| 2003/70. Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine<br>des droits de l'homme ..... |             |

\* Le document E/CN.4/2003/L.10 et ses additifs contiennent les chapitres du rapport relatifs à l'organisation de la session et aux divers points de l'ordre du jour. Les résolutions et décisions adoptées par la Commission, ainsi que les projets de résolution et de décision appelant une décision du Conseil économique et social et les autres questions intéressant le Conseil, figurent dans le document E/CN.4/2003/L.11 et ses additifs.

TABLE DES MATIÈRES (*suite*)

| <u>Chapitre</u>  | <u>Page</u> |
|--|-------------|
| 2003/71. Les droits de l'homme et l'environnement en tant qu'éléments du développement durable .....                                   |             |
| 2003/72. Impunité .....  |             |
| 2003/73. Coopération régionale pour la promotion et la protection des droits de l'homme dans la région de l'Asie et du Pacifique ..... |             |
| 2003/74. Composition du personnel du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.....                                    |             |
| 2003/75. Arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme .....   |             |
| 2003/76. Institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme .....  |             |
| 2003/77. Situation des droits de l'homme en Afghanistan .....  |             |
| 2003/78. Assistance à la Somalie dans le domaine des droits de l'homme .....   |             |
| 2003/79. Situation des droits de l'homme au Cambodge .....   |             |
| 2003/80. Situation des droits de l'homme en Sierra Leone .....   |             |
| 2003/81. Coopération technique et services consultatifs au Tchad .....   |             |
| 2003/82. Coopération technique et services consultatifs au Libéria.....  |             |

**2003/68. Protection des droits de l'homme dans la lutte contre le terrorisme**

*La Commission des droits de l'homme,*

*Réaffirmant* les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies,

*Réaffirmant également* l'importance fondamentale que revêt le respect de l'ensemble des droits de l'homme et des libertés fondamentales ainsi que de l'état de droit, notamment face au terrorisme et à la crainte du terrorisme,

*Rappelant* que les États ont l'obligation de protéger l'ensemble des droits de l'homme et des libertés fondamentales de chaque individu,

*Rappelant également* les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international,

*Rappelant en outre* la résolution 48/141 de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1993, et notamment la responsabilité qui incombe au Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de promouvoir et de protéger l'exercice effectif de tous les droits de l'homme,

*Réitérant* ce qui est dit au paragraphe 17 de la section I de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne, adoptés par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme le 25 juin 1993, à savoir que les actes, méthodes et pratiques de terrorisme sous toutes leurs formes et dans toutes leurs manifestations visent l'anéantissement des droits de l'homme, des libertés fondamentales et de la démocratie, menacent l'intégrité territoriale et la sécurité des États et déstabilisent des gouvernements légitimement constitués, et que la communauté internationale doit prendre les mesures qui s'imposent pour renforcer la coopération en vue d'empêcher et de combattre le terrorisme,

*Notant* la résolution 56/160 de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 2001, et sa propre résolution 2002/35 du 22 avril 2002 concernant les droits de l'homme et le terrorisme,

*Réaffirmant* qu'elle condamne sans équivoque tous les actes, méthodes et pratiques de terrorisme, sous toutes leurs formes et dans toutes leurs manifestations, quels qu'en soient le lieu,

les auteurs et les motifs, comme criminels et injustifiables, et se redisant déterminée à renforcer la coopération internationale en vue de prévenir et de combattre le terrorisme,

*Soulignant* que chacun doit pouvoir exercer toutes les libertés et tous les droits inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation,

*Rappelant* qu'en vertu de l'article 4 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques certains droits ne sont susceptibles de dérogation en aucune circonstance et que toute dérogation aux dispositions du Pacte doit être en conformité avec cet article dans tous les cas, et soulignant le caractère exceptionnel et temporaire d'une telle dérogation,

*Prenant note* de l'Observation générale n° 29 sur les états d'urgence, adoptée par le Comité des droits de l'homme le 24 juillet 2001,

1. *Accueille avec satisfaction* la résolution 57/219 de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 2002;

2. *Prend note* du rapport du Secrétaire général présenté en application de la résolution 57/219 de l'Assemblée générale (E/CN.4/2003/120) et accueille avec satisfaction les conclusions dudit rapport, notamment sur la nécessité de veiller au respect des droits de l'homme dans le cadre de la campagne internationale visant à éliminer la pratique et la menace du terrorisme et sur le double rôle important que doit jouer l'Organisation des Nations Unies dans la promotion du maintien de la paix et de la sécurité internationales, tout en s'efforçant de réaliser la coopération internationale en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous;

3. *Affirme* que les États doivent faire en sorte que toute mesure prise pour combattre le terrorisme soit conforme à leurs obligations en droit international, en particulier les normes internationales relatives aux droits de l'homme et aux droits des réfugiés et le droit international humanitaire;

4. *Invite* le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et le Comité des droits de l'homme à poursuivre les importants dialogues qu'ils ont engagés avec le Comité contre le terrorisme du Conseil de sécurité et à renforcer leur coopération mutuelle;

5. *Prie* l'ensemble des procédures et mécanismes spéciaux compétents de la Commission des droits de l'homme ainsi que les organes des Nations Unies créés en vertu des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme d'examiner, dans le cadre de leur mandat, la question de la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans le contexte des mesures visant à lutter contre le terrorisme;

6. *Encourage* les États à tenir compte, dans la lutte antiterroriste, des résolutions et décisions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies concernant les droits de l'homme, et les incite à prendre en considération les recommandations émanant des procédures et mécanismes spéciaux de la Commission des droits de l'homme et les observations et vues pertinentes des organes des Nations Unies créés en vertu des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme;

7. *Prie* le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, recourant aux mécanismes en place:

*a)* De continuer d'examiner la question de la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte contre le terrorisme, en tenant compte d'informations fiables provenant de toutes sources;

*b)* De continuer de formuler des recommandations générales concernant l'obligation qu'ont les États de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales tout en prenant des mesures contre le terrorisme;

*c)* De continuer d'apporter aux États, sur leur demande, ainsi qu'aux organes compétents de l'Organisation des Nations Unies, aide et conseils pour la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste;

8. *Prie* le Haut-Commissaire aux droits de l'homme de présenter à la Commission des droits de l'homme, à sa soixantième session, et à l'Assemblée générale, à sa cinquante-huitième session, un rapport sur l'application de la présente résolution.

62<sup>e</sup> séance  
25 avril 2003

[Adoptée sans vote. Voir chap. XVII.]

## **2003/69. Droits de l'homme et bioéthique**

*La Commission des droits de l'homme,*

*Rappelant* que, conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme, aux Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et aux autres instruments ayant trait aux droits de l'homme, la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde,

*Soucieuse* de préserver la dignité et l'intégrité de l'être humain,

*Rappelant* le droit de chacun, reconnu à l'article 15 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, de bénéficier du progrès scientifique et de ses applications et rappelant l'article 7 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, stipulant qu'il est interdit de soumettre une personne à une expérience médicale ou scientifique, sans son libre consentement,

*Consciente* que l'évolution rapide des sciences de la vie ouvre d'immenses perspectives d'amélioration de la santé des individus et de l'humanité tout entière, mais également que certaines pratiques peuvent faire courir des dangers à l'intégrité et à la dignité de l'individu,

*Soucieuse*, dans cet esprit, de voir le progrès scientifique bénéficier aux individus et se développer dans le respect des droits fondamentaux de l'homme,

*Se référant* à la Déclaration universelle sur le génome humain et les droits de l'homme, adoptée par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation,

la science et la culture le 11 novembre 1997, et à la résolution 53/152 de l'Assemblée générale, en date du 9 décembre 1998, faisant sienne de la Déclaration,

*Affirmant* le principe selon lequel le génome humain sous-tend l'unité fondamentale de tous les membres de la famille humaine, ainsi que la reconnaissance de leur dignité intrinsèque et de leur diversité,

*Rappelant* que la Déclaration, à l'article 10, affirme, entre autres, qu'aucune recherche concernant le génome humain, ni aucune de ses applications, en particulier dans les domaines de la biologie, de la génétique et de la médecine, ne devrait prévaloir sur le respect des droits de l'homme, des libertés fondamentales et de la dignité humaine des individus,

*Accueillant avec satisfaction* la résolution 22 adoptée le 2 novembre 2001 par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), à sa trente et unième session, par laquelle le Directeur général de l'UNESCO a été invité à présenter à la Conférence générale, à sa trente-deuxième session en 2003, les études techniques et juridiques réalisées concernant la possibilité d'élaborer des normes universelles sur la bioéthique,

*Rappelant* ses résolutions 1991/45 du 5 mars 1991, 1993/91 du 10 mars 1993, 1997/71 du 16 avril 1997, 1999/63 du 28 avril 1999 et 2001/71 du 25 avril 2001,

*Se référant* à la Déclaration du Millénaire, dans laquelle les chefs d'État et de gouvernement ont affirmé leur volonté d'assurer le libre accès à l'information relative au génome humain,

*Se référant également* à la résolution 1997/42 de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme, du 28 août 1997, sur cette question,

*Rappelant* l'adoption, par le Comité des ministres du Conseil de l'Europe, le 4 avril 1997, de la Convention pour la protection des droits de l'homme et de la dignité de l'être humain à l'égard des applications de la biologie et de la médecine,

*Convaincue* du besoin de développer, sur le plan national et international, une éthique des sciences de la vie et consciente de la nécessité de développer des règles et une coopération

internationales pour faire en sorte que l'humanité tout entière bénéficie de leur utilisation, et pour prévenir tout usage abusif de leurs applications,

*Rejetant résolument* toute doctrine de supériorité raciale, de même que les théories qui tentent d'établir l'existence de races humaines prétendument distinctes,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général (E/CN.4/2003/98 et Add.1);
2. *Exprime ses remerciements* aux gouvernements qui ont répondu aux demandes d'information adressées par la Commission dans sa résolution 2001/71 du 25 avril 2001, et invite ceux qui n'ont pas encore répondu à le faire;
3. *Invite* le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme à participer, dans son domaine de compétence, à l'examen des questions relatives aux droits de l'homme et à la bioéthique;
4. *Se félicite* de l'initiative prise par les Membres de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture d'élaborer une déclaration internationale sur les données génétiques humaines et engage les États Membres à coopérer pleinement à la mise au point définitive d'un texte;
5. *Prie instamment* les États de prendre des mesures en vue d'assurer la protection et la confidentialité des données génétiques à caractère personnel concernant des individus vivants ou décédés; afin de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales, des restrictions aux principes du consentement et de la confidentialité ne peuvent être imposées qu'en vertu d'une loi, pour des raisons impérieuses et dans les limites du droit international public et de la législation internationale relative aux droits de l'homme;
6. *Engage* les États Membres qui ne l'ont pas encore fait à examiner la question de la discrimination découlant de l'application de la génétique, dans le but de protéger les droits de l'homme, les libertés fondamentales et la dignité;
7. *Appelle l'attention* des gouvernements sur l'importance de la recherche relative au génome humain et de ses applications aux fins de l'amélioration de la santé des individus



et de l'humanité tout entière et sur la nécessité d'assurer la sauvegarde des droits de l'homme, de la dignité et de l'identité de l'individu;

8. *Encourage* les États à participer aux débats du Groupe de travail de la Sixième Commission, qui se tiendront du 29 septembre au 3 octobre 2003 au cours de la cinquante-huitième session de l'Assemblée générale, au titre du point intitulé «Convention internationale contre le clonage d'êtres humains à des fins de reproduction»;

9. *Rappelle* l'importance qu'elle attache à recevoir des informations des organismes et institutions spécialisées des Nations Unies et invite l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation mondiale de la santé et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme ainsi que les autres organismes et institutions spécialisées des Nations Unies intéressés à présenter des rapports au Secrétaire général sur les activités menées dans leur secteur pour assurer la prise en compte des principes reconnus par la Déclaration universelle sur le génome humain et les droits de l'homme et à mettre ces rapports à la disposition des gouvernements;

10. *Invite* les gouvernements qu ne l'ont pas encore fait à envisager la création de comités d'éthique indépendants, pluridisciplinaires et pluralistes chargés d'apprécier, notamment en coopération avec le Comité international de bioéthique de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, les questions éthiques, sociales et humaines soulevées par les recherches biomédicales auxquelles se prêtent des êtres humains et, en particulier, celles qui portent sur le génome humain et leurs applications, et les invite également à faire connaître au Secrétaire général la création éventuelle de tels organismes, en vue de promouvoir les échanges d'expériences acquises entre de telles institutions;

11. *Prie de nouveau* la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme d'examiner la contribution qu'elle peut apporter à la réflexion engagée par le Comité international de bioéthique sur le suivi de la Déclaration universelle sur le génome humain et les droits de l'homme, et de faire rapport à ce sujet à la Commission à sa soixante et unième session;

12. *Prie* le Secrétaire général d'établir un rapport à partir de ces contributions, pour examen par la Commission à sa soixante et unième session.

62<sup>e</sup> séance  
25 avril 2003

[Adoptée sans vote. Voir chap. XVII.]

**2003/70. Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme**

*La Commission des droits de l'homme,*

*Guidée* par la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme,

*Réaffirmant* l'article 26 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, aux termes duquel l'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

*Rappelant* les dispositions d'autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, notamment l'article 13 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et l'article 29 de la Convention relative aux droits de l'enfant, qui correspondent aux objectifs que fixe l'article précité,

*Tenant compte* de sa résolution 1993/56 du 9 mars 1993, dans laquelle elle a recommandé que la connaissance des droits de l'homme, tant dans sa dimension théorique que dans son application pratique, soit un objectif prioritaire des politiques éducatives,

*Estimant* que, pour parvenir à leur plein épanouissement, les femmes, les hommes et les enfants doivent être sensibilisés à l'ensemble de leurs droits fondamentaux, civils, culturels, économiques, politiques et sociaux,

*Estimant également* que l'éducation dans le domaine des droits de l'homme est un moyen important d'éliminer la discrimination fondée sur le sexe et d'assurer l'égalité des chances grâce à la promotion et à la protection des droits fondamentaux de la femme,

*Convaincue* que l'éducation en matière de droits de l'homme, loin de n'être qu'un moyen d'inculquer des connaissances, doit être un processus global et permanent au cours duquel tout individu, quels que soient le niveau de développement et le type de société dans laquelle il vit, apprend le respect de la dignité d'autrui, ainsi que les procédés et les méthodes propres à assurer ce respect dans toutes les sociétés,

*Convaincue également* que l'éducation et l'information en matière de droits de l'homme contribuent à la formation d'une conception du développement respectueuse de la dignité des femmes et des hommes de tous âges, qui tienne compte des groupes les plus vulnérables de la société, à savoir les enfants, les jeunes, les personnes âgées, les populations autochtones, les minorités, les pauvres des zones rurales et urbaines, les travailleurs migrants, les réfugiés, les personnes atteintes du virus de l'immunodéficience humaine et du syndrome d'immunodéficience acquise et les handicapés,

*Reconnaissant* que l'éducation a un rôle à jouer dans l'édification d'une culture de la paix, particulièrement en enseignant la pratique de la non-violence, ce qui contribuera à la réalisation des buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies,

*Reconnaissant* que l'éducation dans le domaine des droits de l'homme constitue un outil de prévention des conflits et des violations des droits de l'homme, ainsi qu'une contribution à la transformation et à la consolidation pacifiques après les conflits, ce qui en fait un facteur essentiel de l'instauration de la sécurité de l'humanité,

*Affirmant* que l'éducation dans le domaine des droits de l'homme est un facteur essentiel de changement radical des attitudes et des comportements motivés par le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, ainsi que de promotion de la tolérance et du respect de la diversité des sociétés, et que cette éducation contribue de façon déterminante à la promotion, à la diffusion et à la protection des valeurs démocratiques de justice et d'équité indispensables pour prévenir et combattre la propagation du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, comme l'a reconnu la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, tenue à Durban (Afrique du Sud) du 31 août au 8 septembre 2001,

*Gardant à l'esprit* la Déclaration et le Programme d'action de Vienne, adoptés en juin 1993 par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme (A/CONF.157/23), en particulier les paragraphes 78 à 82 de la section II,

*Rappelant* qu'il incombe au Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de coordonner les programmes des Nations Unies relatifs à l'éducation et à l'information dans le domaine des droits de l'homme,

*Rappelant également* la résolution 49/184 de l'Assemblée générale, en date du 23 décembre 1994, dans laquelle l'Assemblée a proclamé la période de 10 ans commençant le 1<sup>er</sup> janvier 1995 Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, a accueilli favorablement le Plan d'action en vue de la Décennie (A/51/506/Add.1, appendice) et a prié le Haut-Commissaire de coordonner l'exécution du Plan d'action,

*Prenant note* des résolutions 57/206 et 57/212 de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 2002, dans lesquelles l'Assemblée a invité tous les gouvernements à confirmer les engagements et obligations auxquels ils ont souscrit, d'élaborer des stratégies nationales d'éducation dans le domaine des droits de l'homme qui soient à la fois générales, participatives et efficaces et puissent être concrétisées par des plans d'action nationaux d'éducation dans le domaine des droits de l'homme, et a également invité les organismes des Nations Unies, les organisations intergouvernementales, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et les autres organisations intergouvernementales compétentes à considérer la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, 1995-2004, du point de vue du système tout entier,

*Se félicitant* des efforts déployés dans le monde entier pour promouvoir l'éducation dans le domaine des droits de l'homme par les éducateurs et les organisations non gouvernementales, ainsi que les organisations intergouvernementales, y compris le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation internationale du Travail, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et le Programme des Nations Unies pour le développement,

*Consciente* du rôle précieux et créateur que jouent les organisations non gouvernementales et les organisations communautaires dans la défense et la protection des droits de l'homme grâce

à la diffusion de l'information et à l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, en particulier au niveau local et dans les collectivités rurales et isolées,

*Notant avec satisfaction* les efforts déployés jusqu'ici par le Haut-Commissariat pour intensifier le partage des informations concernant l'éducation dans le domaine des droits de l'homme en créant une base de données et en rassemblant des informations sur la question, et pour diffuser des informations sur les droits de l'homme au moyen de son site Web et de ses programmes de publications et de relations publiques,

*Se félicitant* de ce que le Haut-Commissariat ait pris l'initiative de poursuivre le projet «Aider les communautés tous ensemble» lancé en 1998, qui est financé par des contributions volontaires et a pour objet d'accorder de modestes subventions aux associations et organisations locales qui mènent des activités concrètes dans le domaine des droits de l'homme,

*Consciente* de l'intérêt que présentent les technologies de l'information et de la communication pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme en raison de l'usage qui peut en être fait pour encourager le dialogue et faire mieux connaître les droits de l'homme et, à cet égard, se félicitant notamment des initiatives du «CyberSchoolBus», ainsi que de «La voix des jeunes» lancée par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance,

*Rappelant* l'évaluation générale à mi-parcours des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de la Décennie, entreprise par le Haut-Commissariat en coopération avec tous les principaux participants à la Décennie, qui a été exposée dans le rapport que la Haut-Commissaire a présenté à l'Assemblée générale à sa cinquante-cinquième session (A/55/360),

1. *Prend acte avec satisfaction* du rapport du Haut-Commissaire sur l'application du Plan d'action en vue de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, 1995-2004 (E/CN.4/2003/100), tel que demandé au paragraphe 18 de la résolution 2002/74 de la Commission;

2. *Se félicite* des mesures qu'ont prises des gouvernements et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales pour appliquer le Plan d'action, comme il est indiqué dans le rapport du Haut-Commissaire;

3. *Prend également note avec satisfaction* de l'étude du Haut-Commissaire sur le suivi de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, 1995-2004 (E/CN.4/2003/101), telle que demandée au paragraphe 17 de la résolution 2002/74 de la Commission;

4. *Demande instamment* à tous les gouvernements de renforcer leur contribution à l'application du Plan d'action, notamment:

a) En encourageant la création, compte tenu de la situation existant dans chaque pays, de comités nationaux pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme largement représentatifs, qui seront chargés d'établir des plans d'action nationaux détaillés, efficaces et viables pour l'éducation et l'information dans ce domaine, en tenant compte des recommandations auxquelles a abouti l'évaluation générale à mi-parcours de la Décennie et des directives élaborées par le Haut-Commissariat sur la question;

b) En encourageant et en appuyant la participation des organisations non gouvernementales et associations communautaires nationales et locales à l'exécution des plans d'action nationaux;

c) En élaborant et en exécutant des programmes culturels et pédagogiques visant à lutter contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, et en appuyant et en lançant des campagnes d'information et des programmes de formation ciblés dans le domaine des droits de l'homme, comme cela a été souligné à la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée;

5. *Encourage* les gouvernements à envisager, dans le cadre de leurs plans d'action nationaux pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, la possibilité:

a) De créer des centres de formation et d'information en matière de droits de l'homme accessibles au public, capables d'effectuer des recherches et de sensibiliser les éducateurs au principe de l'égalité entre les hommes et les femmes;

b) D'assurer la préparation, la collecte, la traduction et la diffusion des matériels de formation et d'éducation dans le domaine des droits de l'homme;

c) D'organiser des cours, des conférences, des ateliers et des campagnes d'information, ainsi que de participer à l'exécution des projets de coopération technique en matière d'éducation et d'information dans le domaine des droits de l'homme bénéficiant d'un appui international;

6. *Engage vivement* les États à intensifier leurs efforts en matière d'éducation, y compris dans le domaine de l'éducation relative aux droits de l'homme, afin de favoriser une compréhension et une prise de conscience des causes, des conséquences et des méfaits du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, et en outre engage vivement les États, en consultation avec les autorités éducatives et le secteur privé, s'il y a lieu, et encourage les autorités éducatives et le secteur privé, selon qu'il conviendra, à établir des matériels pédagogiques, notamment des manuels scolaires et des dictionnaires, conçus pour combattre ces phénomènes et, dans ce contexte, demande aux États de veiller, le cas échéant, à revoir et à modifier les manuels et les programmes de façon à éliminer tout élément de nature à promouvoir le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée ou à renforcer les stéréotypes négatifs, et d'y inclure des éléments qui réfutent ces stéréotypes;

7. *Encourage* les autorités compétentes à mettre en place, dans les écoles, un programme d'enseignement comprenant des leçons sur la compréhension mutuelle, la tolérance, le civisme, les droits de l'homme et la promotion d'une culture de paix;

8. *Encourage également* les États dans lesquels il existe déjà des centres nationaux de formation et d'information en matière de droits de l'homme accessibles au public à se doter de moyens accrus pour appuyer des programmes internationaux, régionaux, nationaux et locaux d'éducation et d'information dans le domaine des droits de l'homme;

9. *Encourage en outre* les gouvernements à soutenir davantage, à l'aide de contributions volontaires, les efforts d'éducation et d'information du public entrepris par le Haut-Commissariat dans le cadre du Plan d'action;

10. *Encourage par ailleurs* le Haut-Commissariat à continuer d'appuyer les capacités nationales d'éducation et d'information dans le domaine des droits de l'homme par le biais de son programme de coopération technique en la matière, notamment en organisant des cours de formation, en facilitant les initiatives de transmission de l'information entre membres d'un même

groupe et en élaborant des matériels de formation à l'intention de certaines professions, ainsi qu'en diffusant du matériel d'information sur les droits de l'homme dans le cadre de projets de coopération technique, à poursuivre l'enrichissement de ses bases de données et la collecte de données concernant l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, et à continuer de suivre l'évolution de la situation pour ce qui est de l'éducation dans ce domaine;

11. *Prie* le Haut-Commissariat de continuer à exécuter et d'amplifier le projet «Aider les communautés tous ensemble», ainsi que d'étudier d'autres moyens appropriés pour appuyer les activités d'éducation dans le domaine des droits de l'homme, y compris celles que mènent les organisations non gouvernementales;

12. *Invite* les institutions spécialisées et les programmes et fonds des Nations Unies concernés à continuer de contribuer, dans leurs domaines de compétence respectifs, à l'exécution du Plan d'action et de la Campagne mondiale d'information sur les droits de l'homme, ainsi qu'à coopérer et à se concerter entre eux et avec le Haut-Commissariat à cette fin;

13. *Encourage* les organes, organismes et institutions des Nations Unies compétents et tous les organes des Nations Unies créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, y compris le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, à donner à tout le personnel et aux hauts fonctionnaires des Nations Unies une formation dans le domaine des droits de l'homme;

14. *Demande* aux organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme de mettre l'accent, lorsqu'ils examinent les rapports des États parties et formulent leurs observations finales, sur les obligations desdits États en ce qui concerne l'éducation dans le domaine des droits de l'homme;

15. *Demande également* à tous les mécanismes compétents de la Commission, c'est-à-dire les groupes de travail, les rapporteurs et représentants spéciaux et les experts, d'inclure systématiquement dans leurs rapports une partie spécialement consacrée à l'éducation en matière de droits de l'homme, en liaison avec leur mandat, et d'inscrire la question de l'éducation dans le domaine des droits de l'homme à l'ordre du jour de leurs réunions annuelles, en vue de renforcer leur contribution à l'éducation dans ce domaine;



16. *Encourage* les gouvernements, les organisations régionales et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales à étudier la question de savoir comment tous ceux qui pourraient être associés à l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, y compris le secteur privé, les institutions s'occupant de développement et d'échanges commerciaux, les institutions financières et les médias, pourraient y contribuer et y apporter leur appui, et à solliciter leur concours pour l'élaboration de stratégies relatives à l'éducation dans le domaine des droits de l'homme;

17. *Invite* l'Union internationale des télécommunications à inclure la contribution des techniques de l'information à l'éducation en matière de droits de l'homme dans les activités préparatoires du Sommet mondial de la société de l'information ainsi que dans le Sommet lui-même, qui se tiendra à Genève en décembre 2003;

18. *Encourage* les organisations internationales et régionales à formuler des stratégies pour que les matériels d'éducation dans le domaine des droits de l'homme soient plus largement diffusés par l'entremise des réseaux régionaux et à élaborer des programmes à vocation régionale visant à faire davantage participer les entités nationales, gouvernementales ou non gouvernementales aux programmes d'éducation dans le domaine des droits de l'homme;

19. *Prie* le Haut-Commissariat de consulter tous les États Membres et de faire rapport à la Commission, à sa soixantième session, au sujet de la création d'un fonds de contributions volontaires pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, tel qu'il est prévu au paragraphe 51 du Plan d'action en vue de la Décennie, devant être financé par des organismes privés et publics, mis en place par le Secrétaire général avant la fin de la Décennie (2004) et administré par le Haut-Commissariat conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies;

20. *Prie également* le Haut-Commissaire d'intensifier la coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture;

21. *Prie en outre* le Haut-Commissariat, conjointement avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, de consulter tous les États Membres au sujet des succès et des échecs de l'actuelle Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme (1995-2004), en tenant compte des vues de la communauté

internationale déjà exposées dans le rapport sur l'évaluation générale à mi-parcours de la Décennie (A/55/360) et dans le rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur les activités entreprises récemment dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme (1995-2004) (E/CN.4/2003/100), et de faire rapport à la Commission à sa prochaine session;

22. *Invite* le Haut-Commissariat et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à consacrer à cette question une partie de l'ensemble des réunions régionales et sous-régionales pertinentes prévues entre la présente et la prochaine session de la Commission;

23. *Prie* le Haut-Commissaire de porter la présente résolution à l'attention de tous les membres de la communauté internationale et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales concernées par l'éducation et l'information dans le domaine des droits de l'homme, et de présenter à la Commission, à sa soixantième session, un rapport sur les progrès réalisés dans son application.

62<sup>e</sup> séance  
25 avril 2003

[Adoptée sans vote. Voir chap. XVII.]

**2003/71. Les droits de l'homme et l'environnement en tant qu'éléments  
du développement durable**

*La Commission des droits de l'homme,*

*Prenant acte avec satisfaction* de la Déclaration de Johannesburg sur le développement durable (A/CONF.199/20, chap. I<sup>er</sup>, résolution 1) et du Plan d'application du Sommet mondial pour le développement durable (A/CONF.199/20, chap. I<sup>er</sup>, résolution 2),

*Réaffirmant* la Déclaration de Stockholm de 1972 et la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement (A/CONF.151/26, vol. I et Corr.1, résolution 1 et annexe I) et Action 21 (ibid., annexe II), adoptées le 14 juin 1992 par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement,

*Rappelant* ses résolutions 1994/65 du 9 mars 1994, 1995/14 du 24 février 1995, 1996/13 du 11 avril 1996 et 2002/75 du 25 avril 2002 et ses décisions 1993/114 du 10 mars 1993, 1997/102 du 3 avril 1997 et 2001/111 du 25 avril 2001,

*Prenant note* des rapports présentés à la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme (dénommée auparavant Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités) par sa Rapporteuse spéciale sur les droits de l'homme et l'environnement (E/CN.4/Sub.2/1992/7 et Add.1, E/CN.4/Sub.2/1993/7 et E/CN.4/Sub.2/1994/9 et Corr.1),

*Ayant à l'esprit* les buts et objectifs de la Déclaration du Millénaire et de l'agenda des Nations Unies englobant l'éradication de la pauvreté, les droits de l'homme, le développement durable et la consolidation de la paix,

*Prenant note* de la tenue du Colloque mondial des juges sur le développement durable et le rôle du droit organisé par le Programme des Nations Unies pour l'environnement à Johannesburg du 18 au 20 août 2002,

*Considérant* le mandat dont la Commission du développement durable est investie s'agissant de la promotion de la mise en œuvre d'Action 21 et du suivi du Sommet mondial pour l'environnement, ainsi que les importants travaux relatifs aux questions liées à l'environnement et au développement menés par le Programme des Nations Unies pour l'environnement et d'autres instances compétentes,

*Se félicitant* des efforts actuellement entrepris pour mettre en œuvre le principe 10 de la Déclaration de Rio, et prenant note de l'entrée en vigueur de la Convention de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (Convention d'Aarhus), ainsi que d'autres initiatives telles que les Directives de Sofia de la Commission économique pour l'Europe, la Stratégie sur la participation du public de l'Organisation des États américains, la première Conférence internationale sur la participation du public de la Rencontre Asie-Europe et le suivi que lui a donné la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique, le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique et la

décision du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement en date du 10 février 2003,

*Considérant* que la protection de l'environnement et le développement durable peuvent aussi contribuer au bien-être des populations et sont susceptibles de contribuer à l'exercice des droits de l'homme,

*Rappelant* que chacun a le droit de bénéficier du progrès scientifique et de ses applications, ainsi qu'il ressort de l'article 27 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de l'article 15 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels,

1. *Réaffirme* que la paix, la stabilité, la sécurité et le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris le droit au développement, ainsi que le respect de la diversité culturelle sont essentiels pour assurer un développement durable et faire en sorte que les avantages qui en découlent profitent à tous, comme indiqué dans le Plan d'application du Sommet mondial pour le développement durable;

2. *Rappelle* que les dégâts causés à l'environnement peuvent avoir des effets potentiellement néfastes sur l'exercice de certains droits de l'homme;

3. *Rappelle aussi* les nombreux travaux menés et rapports et résolutions adoptés par la Commission sur des questions concernant la protection de l'environnement et le développement durable et les signale à l'attention de tous les organismes et institutions intéressés;

4. *Réaffirme* que chacun a le droit, individuellement et en association avec d'autres, de participer à des activités pacifiques pour lutter contre les violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales et engage les États à prendre toutes les mesures nécessaires en vue de protéger l'exercice légitime par tout individu de ses droits fondamentaux lorsqu'il œuvre à la promotion de la protection de l'environnement et du développement durable;

5. *Souligne* qu'il importe pour les États, lorsqu'ils élaborent leur politique en matière d'environnement, de tenir compte des incidences que la dégradation de l'environnement peut avoir sur les membres défavorisés de la société, y compris les personnes ou groupes de personnes qui sont victimes du racisme ou qui y sont exposés, comme indiqué dans

la Déclaration et le Programme d'action de Durban adoptés par la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée;

6. *Encourage* tous les efforts visant à mettre en application les principes de la Déclaration de Rio, en particulier le principe 10, de manière à contribuer, entre autres, à assurer l'accès effectif à des actions judiciaires et administratives, notamment des réparations et des recours;

7. *Réaffirme* qu'une bonne gouvernance dans chaque pays et au niveau international est essentielle au développement durable;

8. *Prend note avec satisfaction* de la Déclaration ministérielle adoptée, le 23 mars 2003, à l'occasion du troisième Forum mondial de l'eau, tenu à Kyoto (Japon), qui souligne l'importance d'assurer une bonne gouvernance en accordant davantage d'attention aux démarches ciblées sur les ménages et les communautés, tout en veillant à un partage équitable des avantages, compte dûment tenu de perspectives donnant une place essentielle aux pauvres et à l'équité entre les sexes dans le cadre des politiques de l'eau, et note que la Déclaration appelle à promouvoir la participation de tous les intéressés et à faire en sorte que la transparence et l'obligation de rendre des comptes soient parties intégrantes de toutes les actions;

9. *Prend également note avec satisfaction* des initiatives prises par les États, notamment des mesures juridiques et activités de sensibilisation de l'opinion publique qui assurent la promotion et la protection des droits de l'homme et qui contribuent également à favoriser la protection de l'environnement et le développement durable;

10. *Prie* le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et le Programme des Nations Unies pour l'environnement, dans le cadre de leurs mandats respectifs, ainsi que de leurs programmes de travail et budgets approuvés, de continuer à coordonner les efforts qu'ils déploient pour renforcer les capacités dans le domaine judiciaire;

11. *Prie* le Secrétaire général de présenter à la Commission des droits de l'homme, à sa soixantième session, un rapport sur l'attention apportée aux liens qui peuvent exister entre l'environnement et les droits de l'homme, en tenant compte des contributions que les

organisations et instances internationales intéressées ont apportées dans ce domaine, et de communiquer un exemplaire de ce rapport à la Commission du développement durable;

12. *Décide* de continuer à examiner cette question, à sa soixantième session, au titre du même point de l'ordre du jour.

62<sup>e</sup> séance  
25 avril 2003

[Adoptée sans vote. Voir chap. XVII.]

## **2003/72. Impunité**

*La Commission des droits de l'homme,*

*Guidée* par la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme, les pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et les autres instruments pertinents relatifs aux droits de l'homme, ainsi que par la Déclaration et le Programme d'action de Vienne, en particulier le paragraphe 91 de sa section II.E,

*Rappelant* l'universalité, l'interdépendance et l'indivisibilité de tous les droits de l'homme, tant civils que culturels, économiques, politiques et sociaux,

*Rappelant* toutes les précédentes résolutions de la Commission sur la question de l'impunité,

*Prenant note* du rapport du Secrétaire général sur l'impunité (E/CN.4/2003/97) et ayant à l'esprit tous les rapports précédemment établis par l'Organisation des Nations Unies sur la question de l'impunité,

*Prenant note* de la résolution 2001/22 de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme, en date du 16 août 2001, intitulée «Coopération internationale en ce qui concerne la recherche, l'arrestation, l'extradition et le châtement des individus coupables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité» et rappelant également toutes les précédentes résolutions de la Sous-Commission sur l'impunité,

*Consciente* qu'il est important de lutter contre l'impunité s'agissant de toutes les violations des droits de l'homme constituant des crimes,

*Saluant* le travail accompli par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et le Tribunal international pour le Rwanda,

*Reconnaissant* que la création de la Cour pénale internationale constitue une importante contribution aux efforts visant à mettre fin à l'impunité,

*Reconnaissant aussi*, comme autant de mesures contribuant à lutter contre l'impunité et à promouvoir la responsabilité, la création du Tribunal spécial pour la Sierra Leone et les premières inculpations qu'il a prononcées, la création de la Commission vérité et réconciliation en Sierra Leone et l'établissement de la Commission réception, vérité et réconciliation au Timor oriental ainsi que du Groupe spécial sur les crimes graves rattaché au tribunal de district de Dili,

*Prenant acte* des efforts du Secrétaire général et du Gouvernement cambodgien pour la mise en place de chambres extraordinaires dans les tribunaux nationaux cambodgiens, chargées de connaître des crimes commis par les Khmers rouges,

*Convaincue* que la pratique et la probabilité de l'impunité pour les violations du droit international relatif aux droits de l'homme ou du droit international humanitaire encouragent ces violations et constituent l'un des obstacles fondamentaux au respect du droit international relatif aux droits de l'homme et du droit international humanitaire ainsi qu'à la pleine application des instruments internationaux dans ces domaines,

*Convaincue également* que dénoncer les violations des droits de l'homme, tenir leurs auteurs, ainsi que leurs complices, pour comptables de leurs actes, obtenir justice pour leurs victimes, de même que préserver les archives concernant ces violations et rétablir la dignité des victimes en reconnaissant et en commémorant leurs souffrances, sont des principes qui guideront les sociétés futures et sont essentiels pour promouvoir et mettre en œuvre tous les droits de l'homme et libertés fondamentales ainsi que pour prévenir de futures violations,

*Consciente* que le fait, pour les auteurs de graves violations des droits de l'homme, ainsi que pour leurs complices, d'avoir à rendre compte de leurs actes constitue l'un des éléments

essentiels de tout recours effectif pour les victimes de ces violations ainsi qu'un facteur clef de justice et d'équité du système judiciaire et, en dernière analyse, de réconciliation et de stabilité à l'intérieur d'un État,

*Se félicitant* qu'un certain nombre d'États, où de graves violations des droits de l'homme se sont produites par le passé, aient créé des mécanismes pour dénoncer de telles violations, notamment des commissions d'enquête ou des commissions chargées d'établir la vérité et d'assurer la réconciliation, qui complètent le travail du système judiciaire,

*Convaincue* de la nécessité, pour les gouvernements, de lutter contre l'impunité en s'attaquant aux violations passées ou en cours par le biais des mesures visant à empêcher que de telles violations ne se reproduisent,

1. *Insiste* sur l'importance du combat à mener contre l'impunité pour prévenir les violations du droit international relatif aux droits de l'homme et du droit international humanitaire, et invite instamment les États à accorder l'attention voulue à la question de l'impunité en ce qui concerne ces violations, notamment celles qui sont commises à l'encontre des femmes et des enfants, et à prendre des mesures appropriées pour faire face à cet important problème;

2. *Insiste également* sur le fait qu'il importe de prendre toutes les mesures nécessaires et possibles pour que les auteurs de violations du droit international relatif aux droits de l'homme et du droit international humanitaire, ainsi que leurs complices, aient à rendre compte de leurs actes, estime qu'il ne devrait pas y avoir d'amnistie en faveur des auteurs de violations du droit international relatif aux droits de l'homme et du droit international humanitaire qui constituent de graves infractions et invite instamment les États à agir conformément à leurs obligations en vertu du droit international;

3. *Reconnaît* l'importance historique de l'entrée en vigueur du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, le 1<sup>er</sup> juillet 2002, et invite tous les États à envisager de le ratifier ou d'y adhérer;

4. *Constate* qu'à la date de la cérémonie inaugurale de la Cour pénale internationale, le 11 mars 2003, 89 États avaient ratifié le Statut de Rome ou y avaient adhéré, souligne qu'il



importe que les États parties s'acquittent des obligations qui leur incombent en vertu du Statut et engage les États qui y sont habilités à continuer de participer activement à l'Assemblée des États parties;

5. *Engage* les États et le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme à envisager la possibilité de fournir aux États qui le demandent une assistance et un concours concrets et pratiques dans leurs efforts pour atteindre les objectifs énoncés dans la présente résolution;

6. *Demande* aux États de continuer à appuyer les travaux du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et du Tribunal international pour le Rwanda, et d'étudier les moyens d'appuyer d'autres initiatives visant à la création de mécanismes judiciaires, avec le concours de l'Organisation des Nations Unies, dans le respect des normes internationales relatives à la justice, à l'équité et à l'état de droit, y compris aux niveaux régional et national;

7. *Encourage* les États à fournir un appui, notamment financier, au Tribunal spécial pour la Sierra Leone, remercie les États qui ont fourni un tel appui et note avec satisfaction que le Tribunal sera bientôt opérationnel;

8. *Est consciente* que la divulgation des souffrances des victimes de violations des droits de l'homme et l'établissement de la vérité sur les auteurs de ces violations, ainsi que leurs complices sont des mesures essentielles pour la réadaptation des victimes et la réconciliation, et invite instamment les États à intensifier leurs efforts pour que les victimes de violations des droits de l'homme bénéficient d'une procédure juste et équitable, dans le cadre de laquelle ces violations puissent donner lieu à enquête et être divulguées, et à encourager les victimes à participer à cette procédure, notamment en prenant des mesures pour assurer aux victimes et aux témoins la protection, le soutien et l'assistance qui conviennent et qui sont adaptés à leurs besoins, y compris par le biais de procédures tenant compte des spécificités de chaque sexe, dans le cadre des processus judiciaires, d'établissement de la vérité et de réconciliation;

9. *Se félicite*, à cet égard, de la création, dans certains États, de commissions de vérité et de réconciliation chargées de s'occuper des violations des droits de l'homme qui y ont été commises, se félicite également de la publication des rapports de ces commissions dans ces États et encourage les autres États où de graves violations des droits de l'homme se sont produites

dans le passé à mettre en place des mécanismes appropriés pour les dénoncer afin de compléter le travail du système judiciaire;

10. *Est d'avis* que des crimes tels que le génocide, les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre et les actes de torture constituent des violations du droit international et que leurs auteurs doivent être traduits en justice ou extradés par les États, et invite instamment tous les États à prendre des mesures concrètes pour s'acquitter de leurs obligations à ce sujet;

11. *Souligne* l'importance de traduire en justice les responsables de crimes sexuels et de crimes de violence sexuelle qui constituent dans certaines circonstances précises des crimes contre l'humanité et/ou des crimes de guerre et/ou des violations graves du droit international humanitaire;

12. *Invite instamment* les États et les organismes internationaux compétents à faire en sorte que les efforts visant à combattre l'impunité, notamment les processus judiciaires, d'établissement de la vérité et de réconciliation, englobent des procédures appropriées qui soient à l'écoute des droits et des besoins particuliers des enfants;

13. *Encourage* les États dans leurs efforts pour renforcer les moyens dont ils disposent au niveau national pour combattre l'impunité, et invite le Haut-Commissaire aux droits de l'homme à fournir à ceux qui le demandent une assistance technique et juridique afin de leur permettre de développer leur législation et institutions nationales pour lutter contre l'impunité, conformément aux normes internationales de justice, d'équité et de respect des garanties d'une procédure équitable;

14. *Rappelle* sa résolution 1998/53 en date du 17 avril 1998, dans laquelle elle a pris acte de l'Ensemble de principes pour la protection et la promotion des droits de l'homme par la lutte contre l'impunité (E/CN.4/Sub.2/1997/20/Rev.1, annexe II) [les Principes] établis par la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme, prie le Haut-Commissaire aux droits de l'homme de diffuser les Principes, constate que les principes ont déjà été appliqués aux niveaux régional et national et invite les États, ainsi que les organisations intergouvernementales et non gouvernementales qui ne l'ont pas encore fait de songer à intégrer les Principes dans leurs efforts pour combattre l'impunité;

15. *Prie de nouveau* le Secrétaire général d'inviter les États à fournir des renseignements, en mettant en évidence les pratiques exemplaires, sur toute mesure législative, administrative ou autre qu'ils ont prise pour combattre l'impunité s'agissant des violations des droits de l'homme commises sur leur territoire, ainsi que sur les recours dont disposent les victimes de telles violations;

16. *Prie également* le Secrétaire général de faire établir, dans la limite des ressources existantes, une étude indépendante assortie de recommandations sur les pratiques exemplaires, pour aider les États à renforcer les moyens dont ils disposent au niveau national pour combattre tous les aspects de l'impunité, eu égard aux Principes et à la manière dont ils ont été appliqués, en rendant compte de l'évolution récente et en examinant la question de la poursuite de leur application, et en tenant compte également des renseignements et observations reçus en application de la présente résolution, et de présenter l'étude établie à la Commission à sa soixantième session au plus tard;

17. *Invite* les rapporteurs spéciaux et les autres mécanismes de la Commission à continuer de prendre dûment en considération dans l'exercice de leurs mandats la question de l'impunité;

18. *Décide* de poursuivre l'examen de cette question à sa soixantième session, au titre du même point de l'ordre du jour.

62<sup>e</sup> séance  
25 avril 2003

[Adoptée sans vote. Voir chap. XVII.]

**2003/73.   Coopération régionale pour la promotion et la protection des droits  
de l'homme dans la région de l'Asie et du Pacifique**

*La Commission des droits de l'homme,*

*Rappelant* sa résolution 2002/82 du 26 avril 2002,

*Réaffirmant* que l'un des buts de l'Organisation des Nations Unies est de réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire, en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion,

*Affirmant de nouveau* que tous les droits de l'homme sont universels, indivisibles, interdépendants et étroitement liés, que la communauté internationale doit les traiter globalement, de manière équitable et équilibrée, sur un pied d'égalité et en leur accordant la même importance, et que s'il convient de ne pas perdre de vue l'importance des particularismes nationaux et régionaux et la diversité historique, culturelle et religieuse, il est du devoir des États, quels qu'en soient les systèmes politique, économique et culturel, de promouvoir et de protéger tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales,

*Soulignant* que la coopération régionale peut jouer un rôle important pour ce qui est de promouvoir le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

*Consciente* de l'importance d'une approche globale, progressive, concrète et «modulaire» pour renforcer la coopération régionale en vue de la promotion et de la protection des droits de l'homme, tenant compte du rythme et des priorités que les gouvernements des pays de la région de l'Asie et du Pacifique devront fixer par consensus,

*Considérant par ailleurs* que la démocratie, le développement et le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales sont interdépendants et synergiques,

*Consciente également* de l'importance de l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, dans un cadre tant scolaire que non scolaire, pour la promotion et la protection des droits de l'homme,

*Consciente* de l'utile contribution que les institutions nationales indépendantes, les organisations intergouvernementales et les organisations non gouvernementales peuvent apporter dans le domaine des droits de l'homme dans la région de l'Asie et du Pacifique,

*Se félicitant* de la convocation du onzième atelier sur la coopération régionale pour la promotion et la protection des droits de l'homme dans la région de l'Asie et du Pacifique, tenu à Islamabad du 25 au 27 février 2003,

1. *Prend acte avec satisfaction* du rapport du Secrétaire général (E/CN.4/2003/109) et des progrès accomplis dans l'application de la résolution 2002/82 de la Commission en date du 26 avril 2002;

2. *Souligne* qu'il est important de relier entre eux, en ce qu'ils se renforcent mutuellement, les quatre domaines que comporte le Cadre du programme de coopération technique régionale en Asie et dans le Pacifique (E/CN.4/1998/50, annexe II) – adopté à l'issue du sixième atelier sur les arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme dans la région de l'Asie et du Pacifique, tenu à Téhéran du 28 février au 2 mars 1998 –, à savoir l'enseignement relatif aux droits de l'homme, les institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme, les plans d'action nationaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme et le renforcement des capacités nationales dans ce domaine, et les stratégies pour la réalisation du droit au développement et des droits économiques, sociaux et culturels et prend note dans ce contexte des faits nouveaux concernant le programme d'action pour 2002-2004 adopté à Beyrouth lors du dixième atelier;

3. *Souligne également* que le développement et le renforcement des capacités nationales en matière de promotion et de protection des droits de l'homme, compte tenu des conditions prévalant dans chaque pays, permettront de disposer d'une base très solide pour une coopération régionale efficace et durable dans le domaine des droits de l'homme, dans la région de l'Asie et du Pacifique;

4. *Se félicite* de la contribution qu'a apportée le Gouvernement pakistanais, en tant qu'hôte du onzième atelier, à la promotion et à la protection des droits de l'homme dans la région de l'Asie et du Pacifique;

5. *Fait siennes* les conclusions du onzième atelier concernant les mesures à prendre pour faciliter le processus de coopération régionale dans la région de l'Asie et du Pacifique;

6. *Se félicite* des débats approfondis qui ont eu lieu lorsque le onzième atelier a passé en revue les progrès réalisés dans la région de l'Asie et du Pacifique, au cours de l'année écoulée, dans les quatre domaines prioritaires que comporte le Cadre du programme de coopération technique régionale en Asie et dans le Pacifique;

7. *Se félicite également* du plus grand partage – très bienvenu – de données d'expérience nationales concrètes auquel a donné lieu le onzième atelier en ce qui concerne la mise en œuvre d'activités dans les quatre domaines que comporte le Cadre du programme de coopération technique régionale en Asie et dans le Pacifique;

8. *Prend note* de la contribution des institutions nationales indépendantes, des organisations intergouvernementales et des représentants d'organisations non gouvernementales au onzième atelier, ainsi que de l'initiative prise par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme d'organiser une consultation des participants non gouvernementaux un jour avant l'ouverture officielle du onzième atelier;

9. *Prend note également* de la diversité des opinions qui se sont exprimées, lors du onzième atelier, à propos des modalités possibles de coopération à l'échelon régional ou sous-régional pour promouvoir et protéger les droits de l'homme dans la région de l'Asie et du Pacifique, selon une approche globale, progressive, concrète et «modulaire», ainsi que de l'évaluation qui a été entreprise à propos de la mise en œuvre du Cadre du programme de coopération technique régionale en Asie et dans le Pacifique;

10. *Réaffirme* qu'il est souhaitable d'élaborer des plans d'action nationaux en faveur des droits de l'homme en veillant à y associer un grand nombre de ministères et d'organismes publics aux niveaux national, provincial et local, d'institutions nationales de protection des droits de l'homme, d'organisations non gouvernementales, d'établissements universitaires et d'autres acteurs de la société civile compétents en la matière, et d'évaluer les plans d'action en question en vue de tirer parti de l'expérience acquise;

11. *Prend note avec intérêt* de la création d'institutions nationales indépendantes dans les pays de la région de l'Asie et du Pacifique et salue leur importante contribution au processus de coopération régionale;

12. *Encourage* les gouvernements à promouvoir l'élaboration de stratégies nationales d'éducation dans le domaine des droits de l'homme qui soient exhaustives, fondées sur la participation, efficaces et viables, et à accélérer la mise en œuvre de plans et de stratégies de ce type dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, 1995-2004, afin d'obtenir des résultats tangibles dès la fin de la Décennie;

13. *Convient* qu'il importe de veiller à une bonne gestion des affaires publiques aux niveaux national et international, de façon que tous les droits de l'homme soient protégés et que les ressources affectées au développement soient employées de manière appropriée et efficace pour réaliser le droit au développement;

14. *Prend note* des débats qui ont eu lieu lors du onzième atelier, notamment sur tous les obstacles qui entravent la réalisation effective des droits économiques, sociaux et culturels et du droit au développement, et sur la nécessité, pour la coopération internationale, d'appuyer les efforts que déploient les pays pour surmonter ces obstacles;

15. *Encourage* tous les États de la région à prendre des mesures concrètes au niveau national, en ce qui concerne la mise en œuvre du Cadre du programme de coopération technique régionale en Asie et dans le Pacifique, et à faire en sorte que les ateliers régionaux organisés dans le contexte du Cadre s'accompagnent d'activités concrètes et durables, à l'échelon sous-régional et national, ainsi que de programmes de formation et de sensibilisation destinés aux agents de l'État et aux représentants de groupes professionnels clefs concernés, tels que les fonctionnaires de police et de l'administration pénitentiaire, les éducateurs, les juges, les avocats et les parlementaires, selon les besoins;

16. *Se félicite* des efforts du Haut-Commissariat pour établir des partenariats en vue de mener les activités prévues en ce qui le concerne conformément au Cadre du programme de coopération technique régionale en Asie et dans le Pacifique, dans le but de renforcer les capacités nationales en matière de promotion et de protection des droits de l'homme dans la région;

17. *Encourage* tous les gouvernements de la région de l'Asie et du Pacifique à envisager de tirer parti, au besoin, des possibilités offertes par l'Organisation des Nations Unies, dans le cadre du programme de services consultatifs et de coopération technique dans le domaine

des droits de l'homme, en vue de renforcer encore les capacités nationales dans ce domaine et, à cet égard, demande à la Haut-Commissaire de continuer d'accorder l'attention voulue au programme;

18. *Se félicite* des contributions faites par les États de la région de l'Asie et du Pacifique au Haut-Commissariat et invite tous les États de la région à envisager de verser une contribution pour la première fois ou d'accroître leur contribution, pour ce qui concerne en particulier les activités de coopération technique et le renforcement des capacités et infrastructures nationales dans le domaine des droits de l'homme, comme souligné dans l'*Appel annuel 2003*;

19. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixantième session, un rapport contenant les conclusions du douzième atelier sur la coopération régionale pour la promotion et la protection des droits de l'homme dans la région de l'Asie et du Pacifique, et des informations sur les progrès réalisés dans l'application de la présente résolution;

20. *Décide* de poursuivre l'examen de la question à sa soixantième session, au titre du même point de l'ordre du jour.

62<sup>e</sup> séance  
25 avril 2003

[Adoptée sans vote. Voir chap. XVIII.]

**2003/74. Composition du personnel du Haut-Commissariat des Nations Unies  
aux droits de l'homme**

*La Commission des droits de l'homme,*

*Rappelant* que, dans son rapport à la Commission spéciale du Conseil économique et social (E/CN.4/1988/85 et Corr.1), elle a réaffirmé que la considération primordiale dans le recrutement du personnel à tous les niveaux était la nécessité de s'assurer les services de personnes possédant les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité, et qu'elle s'est dite persuadée que cette exigence était compatible avec le principe de la répartition géographique équitable et tenait compte du paragraphe 3 de l'Article 101 de la Charte des Nations Unies,



*Rappelant également* que, dans les paragraphes 11 et 17 de la section II de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne (A/CONF.157/23), la Conférence mondiale sur les droits de l'homme a demandé au Secrétaire général et à l'Assemblée générale d'assurer au Centre pour les droits de l'homme des ressources humaines, financières et autres qui lui soient suffisantes pour exécuter dûment, efficacement et rapidement ses activités, tout en reconnaissant la nécessité d'adapter aux besoins réels les mécanismes de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme,

*Réaffirmant* l'importance des particularismes nationaux et régionaux et de la diversité historique, culturelle et religieuse, de même que de la diversité des systèmes politiques, économiques et juridiques,

*Considérant* que l'Organisation des Nations Unies pratique le multilinguisme en tant que moyen de favoriser, défendre et préserver la diversité des langues et des cultures au niveau mondial et qu'un véritable multilinguisme favorise l'unité dans la diversité et l'entente internationale,

*Tenant compte* de la nécessité d'accorder une attention particulière au recrutement, pour le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, de personnes originaires d'États Membres non représentés et sous-représentés, en particulier de pays en développement, et d'améliorer ainsi la composition actuelle du personnel en assurant une répartition géographique plus équitable,

*Notant avec une profonde préoccupation* que le rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, présenté en application de la résolution 2002/80 de la Commission, en date du 25 avril 2002, au sujet de la composition géographique et des fonctions du personnel du Haut-Commissariat (E/CN.4/2003/111) fait clairement ressortir qu'une des régions est indubitablement surreprésentée dans la composition du personnel et que ce déséquilibre s'est aggravé (voir les annexes à la présente résolution),

*Se déclarant de nouveau préoccupée* par la non-représentation et la sous-représentation de plusieurs États Membres, notamment des pays en développement, au sein du personnel du Haut-Commissariat, compte tenu, en particulier, des critères relatifs à une répartition géographique équitable,

*Notant aussi avec préoccupation* que la prédominance du personnel affecté à des projets déséquilibre la répartition géographique des effectifs du Haut-Commissariat en faveur de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord, en comparaison de la structure de l'ensemble du Secrétariat, tout comme la répartition géographique des consultants,

1. *Prend acte* du rapport du Haut-Commissaire sur la composition du personnel du Haut-Commissariat;
2. *Note avec satisfaction* que le Haut-Commissaire s'est engagé dans l'Appel annuel 2003 à faire en sorte que l'ensemble du personnel en poste à Genève soit régi par un système intégré d'administration du personnel dans le cadre des statuts et règlements de l'ONU;
3. *Regrette* qu'aucun progrès n'ait été accompli dans l'application des résolutions portant sur cette question, que plus de la moitié des postes du Haut-Commissariat revienne à une région qui compte plus de postes que les quatre autres groupes régionaux réunis, et qu'il y ait eu une diminution du nombre de postes soumis à la répartition géographique et une augmentation du nombre des fonctionnaires qui n'y sont pas soumis;
4. *Note avec préoccupation* que le recrutement de nouveaux membres du personnel n'a pas été mis à profit pour corriger le déséquilibre existant en faveur d'une région et que plus de la moitié des personnes nouvellement recrutées sur des postes non soumis à la répartition géographique proviennent de cette même région, laquelle compte plus de nouveaux membres du personnel que les quatre autres régions réunies;
5. *Note également avec préoccupation* l'affectation généralisée de conseillers techniques (relevant de la série 200) à des fonctions hiérarchiques, qui devraient être exécutées par des fonctionnaires relevant de la série 100, pratique contraire aux politiques établies qui devrait être abandonnée;
6. *Réaffirme* que la politique du Secrétaire général en matière de recrutement du personnel de l'Organisation doit s'inspirer du paragraphe 3 de l'Article 101 de la Charte des Nations Unies, compte tenu du principe d'une répartition géographique équitable;

7. *Réaffirme également* les résolutions de l'Assemblée générale 49/222 A et B des 23 décembre 1994 et 20 juillet 1995, 51/226 du 3 avril 1997 et 53/221 du 7 avril 1999, 55/258 du 14 juin 2001 et 57/xxx du 27 mars 2003, relatives à la gestion des ressources humaines;

8. *Réaffirme en outre* le paragraphe 3 de la section X de la résolution 55/258 de l'Assemblée générale – relative à la gestion des ressources humaines –, dans lequel celle-ci demande de nouveau au Secrétaire général de redoubler d'efforts pour améliorer la composition du Secrétariat, en faisant en sorte que la répartition géographique du personnel soit large et équitable dans tous les départements;

9. *Considère* qu'il est nécessaire de prendre d'urgence des mesures concrètes et immédiates pour modifier la répartition géographique actuelle du personnel du Haut-Commissariat en faveur d'une répartition plus équitable des postes, conformément à l'Article 101 de la Charte, en particulier en recrutant des personnes originaires de pays en développement, notamment aux postes clefs;

10. *Prie* le Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires pour qu'une attention particulière soit accordée au recrutement de personnes originaires d'États Membres non représentés et sous-représentés, en particulier de pays en développement, pour occuper les postes vacants ainsi que de nouveaux postes au Haut-Commissariat, afin d'assurer une répartition géographique équitable, en accordant en particulier la priorité, à cet égard, au recrutement à des postes de haut niveau et à des postes d'administrateur, ainsi qu'au recrutement de femmes;

11. *Prie* le Haut-Commissaire de faire en sorte que, conformément à la résolution 50/11 de l'Assemblée générale en date du 2 novembre 1995, dès son recrutement, le personnel recruté maîtrise et utilise au moins une des langues de travail du Secrétariat et que la pratique d'une autre des six langues officielles soit dûment encouragée et prise en compte, notamment à l'occasion des promotions et des franchissements d'échelon, en vue d'assurer l'équilibre linguistique au sein de l'Organisation;

12. *Demande instamment* aux donateurs de verser, dans toute la mesure possible, leurs contributions volontaires sans affectation particulière, pour donner au Haut-Commissaire une souplesse dans la répartition du personnel et des ressources entre les différents projets et activités;

13. *Prie de nouveau* le Secrétaire général, lorsqu'il signe avec des pays des accords en vertu desquels les services d'administrateurs auxiliaires sont mis à la disposition du Haut-Commissariat, d'engager ces pays à fournir des ressources financières additionnelles pour garantir que des personnes originaires de pays en développement puissent travailler en qualité d'administrateurs auxiliaires, afin de respecter le principe d'une répartition géographique équitable; de plus, il faut créer un mécanisme permanent en vertu duquel le recrutement par le Haut-Commissariat de tout administrateur auxiliaire originaire d'un pays donateur serait accompagné du recrutement d'un autre administrateur auxiliaire, originaire d'un pays en développement;

14. *Souligne* qu'il importe d'annoncer publiquement tous les postes vacants, y compris pour des nominations à titre spécial dans le cadre d'opérations sur le terrain, et notamment de diffuser dans tous les pays, avant que les postes ne soient pourvus, des définitions d'emploi détaillées;

15. *Prie* le Haut-Commissaire de veiller à ce que les administrateurs auxiliaires ne se voient pas confier de tâches politiques sensibles pour lesquelles leur impartialité pourrait être mise en question;

16. *Affirme* que les consultants ne doivent pas assumer de fonctions de fonctionnaires de l'Organisation ni exercer de responsabilité en matière de représentation ou de responsabilité hiérarchique, que le Haut-Commissaire devrait se garder de faire appel à des consultants pour exercer des fonctions attachées à des postes permanents, que les consultants doivent être engagés dans le strict respect des règles en vigueur et des résolutions de l'Assemblée générale sur la question et dans les cas où leurs compétences sont introuvables à l'intérieur de l'Organisation, et que le Haut-Commissaire devrait redoubler d'efforts pour assurer l'équilibre géographique parmi les consultants et les vacataires qualifiés;

17. *Réaffirme* qu'il importe d'appliquer des critères d'universalité, d'objectivité et de non-sélectivité dans l'examen des questions relatives aux droits de l'homme et prie le Haut-Commissaire de continuer à veiller à ce que les tâches qui lui ont été assignées, ainsi que celles du Haut-Commissariat, soient exécutées conformément à ces principes;

18. *Souligne* que les fonctionnaires du Haut-Commissariat, qui concourent au fonctionnement de tous les mécanismes de la Commission et des organes créés en vertu d'instruments internationaux, doivent garder leur neutralité et respecter pleinement l'indépendance des activités;

19. *Prie de nouveau* le Haut-Commissaire d'utiliser la politique de recrutement pour corriger le déséquilibre existant actuellement dans la composition du personnel du Haut-Commissariat;

20. *Prie également* le Haut-Commissaire de présenter à la Commission, à sa soixantième session, un rapport complet au sujet de l'application de la présente résolution, comportant notamment:

a) Des précisions sur la composition du personnel du Haut-Commissariat, classé en fonction des cinq groupes régionaux reconnus à l'Organisation des Nations Unies, qui ont été établis par l'Assemblée générale (États d'Afrique, États d'Asie, États d'Amérique latine et des Caraïbes, États d'Europe occidentale et autres États, et États d'Europe orientale), et des indications concernant, notamment, la classe, la nationalité et le sexe, y compris pour le personnel qui n'est pas permanent;

b) Des précisions sur les mesures adoptées pour améliorer la situation et sur leurs résultats;

c) Des recommandations visant à améliorer la situation;

21. *Appelle l'attention* de l'Assemblée générale sur la présente résolution en ce qui concerne l'examen du point de l'ordre du jour relatif à la gestion des ressources humaines;

22. *Rappelle* qu'elle a prié le Corps commun d'inspection d'entreprendre un examen complet de la gestion et de l'administration du Haut-Commissariat, en s'attachant en particulier à leurs effets sur les politiques de recrutement et sur la composition du personnel, et de présenter à ce sujet à la Commission, à sa soixantième session, un rapport contenant des propositions concrètes relatives à l'application de la présente résolution;

23. *Décide* d'examiner cette question à sa soixantième session, au titre du même point de l'ordre du jour.

## ANNEXE 1

### Personnel du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

#### *Répartition géographique (nombre de postes)\**

| Groupes régionaux                            | Postes soumis à la répartition géographique<br>Tableau 1 |      |      |      | Postes non soumis à la répartition géographique<br>Tableau 2 |      |      |      | Total |      |      |      |
|--|--|------|------|------|--|------|------|------|-------|------|------|------|
|  | 2000   | 2001 | 2002 | 2003 | 2000   | 2001 | 2002 | 2003 | 2000  | 2001 | 2002 | 2003 |
| États d'Afrique                              | 11   | 10   | 12   | 10   | 25   | 21   | 22   | 24   | 36    | 31   | 34   | 34   |
| États d'Asie                                 | 15   | 13   | 17   | 16   | 1  | 6    | 9    | 8    | 16    | 19   | 26   | 24   |
| États d'Amérique latine et des Caraïbes      | 8  | 9    | 9    | 9    | 8  | 10   | 13   | 15   | 16    | 19   | 22   | 24   |
| États d'Europe orientale                     | 5  | 5    | 5    | 6    | 1  | 6    | 6    | 7    | 6     | 11   | 11   | 13   |
| États d'Europe occidentale et autres États** | 36   | 41   | 48   | 45   | 61   | 69   | 85   | 96   | 97    | 110  | 133  | 141  |
| Total des postes                             | 75   | 78   | 91   | 86   | 96   | 112  | 135  | 150  | 171   | 190  | 226  | 236  |

\* Les chiffres pour 2003 sont tirés des tableaux 1 et 2 du rapport du Haut-Commissaire (E/CN.4/2003/111). Les chiffres pour les années antérieures sont tirés des rapports du Haut-Commissaire pour lesdites années.

\*\* Y compris la Suisse et Israël.

## ANNEXE 2

### Personnel du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

#### *Répartition géographique des postes en pourcentage du nombre total de postes\**

| Groupes régionaux                            | Postes soumis à la répartition géographique<br>Tableau 1 |      |      |      | Postes non soumis à la répartition géographique<br>Tableau 2 |      |      |      | Total |      |      |      |
|--|--|------|------|------|--|------|------|------|-------|------|------|------|
|  | 2000   | 2001 | 2002 | 2003 | 2000   | 2001 | 2002 | 2003 | 2000  | 2001 | 2002 | 2003 |
| États d'Afrique                              | 15   | 13   | 13   | 11,6 | 26   | 19   | 16   | 16   | 21    | 16   | 15   | 14,4 |
| États d'Asie                                 | 20   | 17   | 19   | 18,6 | 1  | 5    | 7    | 5    | 9     | 10   | 11   | 10,1 |
| États d'Amérique latine et des Caraïbes      | 11   | 11   | 10   | 10,5 | 8  | 9    | 10   | 10   | 9     | 10   | 10   | 10,1 |
| États d'Europe orientale                     | 6  | 6    | 5    | 7    | 1  | 5    | 4    | 5    | 3     | 6    | 6    | 5,5  |
| États d'Europe occidentale et autres États** | 48   | 53   | 53   | 52,3 | 61   | 62   | 63   | 64   | 56    | 58   | 59   | 59,8 |

\* Les pourcentages pour 2003 sont calculés sur la base des tableaux 1 et 2 du rapport du Haut-Commissaire (E/CN.4/2003/111). Les chiffres pour les années antérieures ont été établis sur la base des rapports du Haut-Commissaire pour lesdites années.

\*\* Y compris la Suisse et Israël.

62<sup>e</sup> séance  
25 avril 2003

[Adoptée par 32 voix contre 14, avec 7 abstentions à la suite d'un vote enregistré.  
Voir chap. XVIII.]

#### **2003/75. Arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme**

*La Commission des droits de l'homme,*

*Rappelant* sa résolution 1993/51 du 9 mars 1993 et ses résolutions ultérieures concernant les arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme,

*Rappelant* également la résolution 32/127 de l'Assemblée générale, en date du 16 décembre 1977, et les résolutions ultérieures de l'Assemblée sur la question,

*Ayant à l'esprit* ses résolutions relatives aux services consultatifs et à la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme, dont la plus récente est la résolution 2002/87 du 26 avril 2002,

*Ayant également à l'esprit* la Déclaration et le Programme d'action de Vienne adoptés le 25 juin 1993 par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme (A/CONF.157/23), dans lesquels est réaffirmée, notamment, la nécessité d'envisager la possibilité de mettre au point des arrangements régionaux et sous-régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme là où il n'en existe pas encore,

*Rappelant* que la Conférence mondiale a recommandé d'accroître les ressources consacrées au renforcement des arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme, dans le cadre du programme de coopération technique dans le domaine des droits de l'homme du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme,

*Réaffirmant* que les arrangements régionaux jouent un rôle important dans la promotion et la protection des droits de l'homme et devraient renforcer les normes universelles en matière de droits de l'homme, telles qu'elles sont énoncées dans les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, et contribuer à leur protection,

*Notant* les progrès réalisés à ce jour dans le domaine de la promotion et de la protection des droits de l'homme au niveau régional sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et des organisations intergouvernementales régionales,

*Considérant* que la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les arrangements régionaux concernant les droits de l'homme continue de faciliter les efforts déployés de part et d'autre dans ce domaine, et qu'il existe des possibilités de coopération accrue,

*Se félicitant* de ce que le Haut-Commissariat aux droits de l'homme ait systématiquement suivi un mode d'approche régional et sous-régional par le biais d'une diversité de moyens et de méthodes complémentaires en vue d'obtenir que les activités des Nations Unies aient le maximum d'effets au plan national,

1. *Prend note avec satisfaction* du rapport du Secrétaire général sur les arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme (E/CN.4/2003/107);



2. *Note avec satisfaction* que le Haut-Commissariat continue de mener des activités de coopération et d'assistance en vue de renforcer encore les arrangements régionaux existants et les mécanismes régionaux de promotion et de protection des droits de l'homme, en particulier au moyen de la coopération technique portant sur le renforcement des capacités nationales, l'information et l'éducation, afin de faciliter l'échange d'informations et de données d'expérience dans le domaine des droits de l'homme;

3. *Note également avec satisfaction*, à cet égard, que le Haut-Commissariat collabore étroitement à l'organisation de cours de formation et d'ateliers régionaux et sous-régionaux dans le domaine des droits de l'homme, de réunions d'experts gouvernementaux de haut niveau et de conférences régionales d'institutions nationales de défense des droits de l'homme, dont le but est de faire mieux comprendre, dans les différentes régions, les questions relatives à la promotion et à la protection des droits de l'homme, d'améliorer les procédures et d'étudier les différents systèmes de promotion et de protection des normes universellement reconnues en matière de droits de l'homme, et de recenser les obstacles entravant la ratification des principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et définir les stratégies qui permettraient de les surmonter;

4. *Considère* par conséquent que tout progrès en ce qui concerne la promotion et la protection de tous les droits de l'homme dépend essentiellement des efforts déployés sur les plans national et local, et que l'approche régionale devrait se traduire par une coopération et une coordination étroites avec tous les partenaires intéressés, compte tenu de l'importance que revêt la coopération internationale;

5. *Souligne* l'importance du programme de coopération technique dans le domaine des droits de l'homme, invite de nouveau tous les gouvernements à envisager d'utiliser la possibilité qu'offre l'Organisation des Nations Unies d'organiser, dans le cadre de ce programme, des cours d'information ou de formation au niveau national, à l'intention du personnel gouvernemental concerné, sur l'application des normes internationales dans le domaine des droits de l'homme et l'expérience acquise par les organismes internationaux compétents, et note avec satisfaction, à cet égard, que des projets de coopération technique ont été mis en place avec les gouvernements de pays de toutes les régions;

6. *Se félicite* de ce que les échanges se multiplient entre l'Organisation des Nations Unies et les organes des Nations Unies créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme d'une part, et des organisations intergouvernementales régionales comme le Conseil de l'Europe, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, la Commission interaméricaine des droits de l'homme et la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples et d'autres institutions régionales d'autre part;

7. *Se félicite également* de ce que le Haut-Commissariat ait placé des représentants régionaux dans les sous-régions et dans les commissions régionales afin de favoriser des relations de travail plus étroites avec les États, les organisations internationales et régionales ainsi que les organisations non gouvernementales;

8. *Accueille avec satisfaction* les progrès réalisés dans la mise en place d'arrangements régionaux et sous-régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme et, à ce sujet, relève avec intérêt:

a) L'expérience positive acquise de la présence régionale et sous-régionale du Haut-Commissariat en Afrique australe, en Afrique centrale, en Afrique de l'Est et en Afrique de l'Ouest, comme l'illustre la création du Centre sous-régional des droits de l'homme et de la démocratie en Afrique centrale, à Yaoundé;

b) Les résultats des dialogues régionaux africains, tenus à Genève du 5 au 7 novembre 2001 et à Arusha du 24 au 26 mai 2002, qui ont permis de donner des orientations aux gouvernements, aux organisations régionales et non gouvernementales et de tisser des liens plus solides avec l'Union africaine et d'autres organisations sous-régionales;

c) L'échange accru et particulièrement utile de données d'expérience nationales concrètes lors des dixième et onzième ateliers sur la coopération régionale pour la promotion et la protection des droits de l'homme dans la région de l'Asie et du Pacifique, tenus à Beyrouth du 4 au 6 mars 2002 et à Islamabad du 25 au 27 février 2003, concernant la mise en place du Cadre du programme de coopération technique dans la région de l'Asie et du Pacifique, qui contribue au renforcement de la promotion et de la protection des droits de l'homme dans la région;

d) Le Cadre de Quito pour la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme, qui constitue la base de la stratégie régionale du Haut-Commissariat et qui vise à renforcer les capacités nationales de promotion des droits de l'homme en Amérique latine et dans les Caraïbes, et se félicite à ce sujet de la réunion sur le renforcement du système des organes créés en application d'instruments internationaux qui s'est tenue à Quito en août 2002;

e) Les efforts engagés par l'Organisation des États américains, la Commission interaméricaine des droits de l'homme et le Haut-Commissariat aux droits de l'homme pour améliorer la coordination entre les mécanismes régionaux et les mécanismes des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme;

f) Le maintien de la coopération, en particulier pour mener des activités au niveau national, entre les organisations régionales en Europe – c'est-à-dire l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, le Conseil de l'Europe et l'Union européenne – et en Asie centrale d'une part et le Haut-Commissariat d'autre part, ainsi que les accords conclus entre la Commission européenne et le Haut-Commissariat pour le financement de projets de coopération technique;

g) L'organisation de la Conférence internationale sur les droits de l'homme et la démocratisation, tenue à Dubrovnik (Croatie) du 8 au 10 octobre 2001, organisée conjointement par le Haut-Commissariat, le Gouvernement croate et la Commission européenne, qui a été l'occasion d'examiner les faits nouveaux survenus dans le domaine des droits de l'homme dans la région;

9. *Invite* les États des régions où il n'existe pas encore d'arrangements régionaux dans le domaine des droits de l'homme à envisager de conclure des accords visant à mettre en place, dans leurs régions respectives, des mécanismes régionaux appropriés pour la promotion et la protection des droits de l'homme;

10. *Prie* le Secrétaire général de continuer à renforcer les échanges entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations intergouvernementales régionales qui s'occupent de questions relatives aux droits de l'homme, et de dégager, au titre du budget ordinaire de la coopération technique, des ressources permettant au Haut-Commissariat d'œuvrer en faveur des arrangements régionaux;

11. *Prie* le Haut-Commissariat de continuer à accorder une attention spéciale aux moyens les plus efficaces d'apporter aux pays des diverses régions qui en font la demande une assistance au titre du programme de coopération technique et de faire, le cas échéant, les recommandations voulues et, à ce sujet, prend note avec intérêt de l'intention du Haut-Commissaire d'adopter le mode d'approche régional pour renforcer les actions des Nations Unies se rapportant aux droits de l'homme au niveau national, dans le cadre du processus de réforme de l'Organisation des Nations Unies du Secrétaire général;

12. *Invite* le Secrétaire général à donner, dans le rapport qu'il soumettra à l'Assemblée générale à sa cinquante-neuvième session, des renseignements sur les progrès accomplis depuis l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne en ce qui concerne le renforcement des échanges d'informations et de la collaboration entre les organes de l'Organisation des Nations Unies qui s'occupent des droits de l'homme et les organisations régionales dans le domaine de la promotion et de la protection des droits de l'homme;

13. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante et unième session, un rapport sur l'état des arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme, de formuler des propositions et des recommandations concrètes sur les moyens de renforcer la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les arrangements régionaux dans le domaine des droits de l'homme, et de consigner dans son rapport les résultats des mesures prises pour donner suite à la présente résolution;

14. *Décide* de poursuivre l'examen de cette question à sa soixante et unième session.

62<sup>e</sup> séance  
25 avril 2003

[Adoptée sans vote. Voir chap. XVIII.]

**2003/76. Institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme**

*La Commission des droits de l'homme,*

*Rappelant* les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, notamment la résolution 48/134 du 20 décembre 1993, et ses propres résolutions relatives aux institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme,

*Se félicitant* de l'intérêt rapidement croissant manifesté partout dans le monde pour la création et le renforcement d'institutions nationales indépendantes et pluralistes pour la promotion et la protection des droits de l'homme,

*Convaincue* du rôle important que jouent ces institutions nationales, lorsqu'il s'agit de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales ainsi que de faire plus largement connaître ces droits et libertés et d'y sensibiliser l'opinion,

*Considérant* qu'il revient à chaque État de choisir, pour la création d'une institution nationale, le cadre juridique le plus adapté, compte tenu des besoins et des circonstances qui sont les siens, pour garantir la promotion et la protection des droits de l'homme au niveau national conformément aux normes internationales relatives aux droits de l'homme,

*Rappelant* la Déclaration et le Programme d'action de Vienne, adoptés en juin 1993 par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme (A/CONF.157/23), qui ont réaffirmé le rôle important et constructif que jouent les institutions nationales de défense des droits de l'homme et le rôle dont elles s'acquittent pour ce qui est de remédier aux violations de ces droits, de diffuser des informations et de dispenser un enseignement les concernant,

*Rappelant* le Programme d'action (voir A/CONF.157/NI/6) adopté par les institutions nationales réunies à Vienne, du 14 au 16 juin 1993, pendant la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, dans lequel il était recommandé de renforcer les activités et les programmes des Nations Unies pour répondre aux demandes d'assistance des États qui souhaitent créer ou renforcer leurs institutions nationales de promotion et de protection des droits de l'homme,

*Se félicitant* du renforcement de la coopération internationale entre les institutions nationales de défense des droits de l'homme grâce, en particulier, au Comité international de coordination des institutions nationales,

*Se félicitant également* du renforcement, dans toutes les régions, de la coopération régionale entre les institutions nationales de défense des droits de l'homme ainsi qu'entre ces institutions et d'autres forums régionaux de défense des droits de l'homme,

*Notant avec satisfaction* l'existence en Europe et en Afrique de réseaux régionaux des droits de l'homme, la poursuite des travaux du Réseau d'institutions nationales dans les Amériques et l'action du Forum des institutions nationales de défense des droits de l'homme pour la région de l'Asie et du Pacifique, notamment les résultats de sa Septième réunion annuelle tenue à New Delhi en novembre 2002,

*Notant* l'initiative du Conseil de la Ligue des États arabes, mentionnée dans ses résolutions 6089 du 12 mars 2001, 6243 du 5 septembre 2002 et 6032 du 24 mars 2003, tendant à réviser et à actualiser la Charte arabe des droits de l'homme de 1994, et encourage l'action des organisations non gouvernementales qui soutiennent cette initiative,

*Notant* que les institutions nationales jouent un rôle des plus utiles dans les réunions de l'Organisation des Nations Unies consacrées aux droits de l'homme, et qu'il importe qu'elles continuent d'y participer de manière appropriée,

1. *Réaffirme* l'importance de la mise en place d'institutions nationales efficaces, indépendantes et pluralistes pour la promotion et la protection des droits de l'homme, conformément aux Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Principes de Paris), figurant en annexe à la résolution 48/134 de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 1993;

2. *Réaffirme*, 10 ans après l'adoption par l'Assemblée générale des Principes de Paris, l'importance qu'ils continuent d'avoir, reconnaît l'intérêt qu'il y a à renforcer encore leur application et encourage les États, les institutions nationales et les autres parties intéressées à envisager des moyens d'y parvenir;

3. *Encourage* les États à créer de telles institutions ou à les renforcer, quand elles existent déjà, comme il est indiqué dans la Déclaration et le Programme d'action de Vienne;

4. *Reconnaît* que les institutions nationales peuvent jouer un rôle capital pour ce qui est de promouvoir et de garantir l'indivisibilité et l'interdépendance de tous les droits de l'homme,

et demande à tous les États de veiller à ce que tous les droits de l'homme soient dûment pris en considération dans les mandats des institutions nationales de défense des droits de l'homme qui sont créées;

5. *Accueille avec satisfaction* les décisions, annoncées par un nombre croissant d'États, de créer ou d'envisager de créer de telles institutions, notamment la tendance à les établir dans les pays développés;

6. *Prend note avec satisfaction* des efforts que déploient les États qui accordent à leurs institutions nationales une plus grande autonomie et une plus grande indépendance, notamment en leur conférant une fonction d'enquête ou en renforçant cette fonction, et encourage d'autres États à envisager de prendre des mesures analogues;

7. *Reconnaît* le rôle important et constructif que les particuliers, les groupes et les organes de la société peuvent jouer afin de mieux promouvoir et protéger les droits de l'homme, et encourage les institutions nationales dans leurs efforts pour établir des partenariats et accroître la coopération avec la société civile;

8. *Se félicite* de la pratique des institutions nationales, conforme aux Principes de Paris, qui consiste à participer, d'une manière appropriée, en leur nom propre, aux réunions de la Commission et de ses organes subsidiaires;

9. *Se félicite également* que, dans certaines régions, les institutions nationales continuent de convoquer des réunions régionales et que, dans d'autres régions, elles commencent à le faire, et encourage les institutions nationales à organiser, en coopération avec le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, des activités similaires avec les gouvernements et les organisations non gouvernementales dans leur propre région;

10. *Souligne* le rôle important que jouent les institutions nationales de défense des droits de l'homme, agissant en coopération avec d'autres mécanismes de promotion et de protection des droits de l'homme, dans la lutte contre la discrimination raciale et les formes apparentées de discrimination et dans la protection et la promotion des droits fondamentaux des femmes et des droits des groupes particulièrement vulnérables, notamment les enfants et les handicapés, et dans ce contexte se félicite:

a) De la participation active des institutions nationales à la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, aux niveaux national, régional et mondial, ainsi qu'à la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants;

b) De la contribution des institutions nationales à l'étude sur les droits de l'homme et l'invalidité effectuée à la demande du Haut-Commissaire, et les encourage à contribuer à la discussion des questions que doit examiner le Comité spécial créé en application de la résolution 56/168 de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 2001;

11. *Reconnaît* le rôle important et constructif que les institutions nationales peuvent jouer dans l'éducation aux droits de l'homme, notamment par la publication et la diffusion de matériel sur les droits de l'homme et par d'autres activités d'information pendant la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme (1995-2004), et engage toutes les institutions nationales à mettre en œuvre des programmes de formation à l'éducation dans le domaine des droits de l'homme visant tous les secteurs intéressés de la société;

12. *Félicite* le Haut-Commissaire d'avoir accordé la priorité à la création et au renforcement d'institutions nationales de défense des droits de l'homme, notamment dans le cadre de la coopération technique, et invite le Haut-Commissariat à continuer de renforcer son rôle de coordination dans ce domaine et à allouer les ressources nécessaires à ces activités, de sources budgétaires et extrabudgétaires;

13. *Se félicite*, dans ce contexte, de la création d'un site Web des institutions nationales ([www.nhri.net](http://www.nhri.net)), vecteur important d'informations destinées aux institutions nationales et à leurs partenaires et lieu d'échange des meilleures pratiques et note en outre avec satisfaction que le Haut-Commissariat a l'intention de publier un recueil de textes législatifs nationaux se rapportant aux institutions nationales;

14. *Exprime sa gratitude* aux gouvernements qui ont versé des contributions supplémentaires aux fins de la création d'institutions nationales de défense des droits de l'homme et du renforcement de celles qui existent;



15. *Se félicite* du rôle important que joue le Comité international de coordination des institutions nationales, en étroite coopération avec le Haut-Commissariat, pour ce qui est de vérifier la conformité avec les Principes de Paris et d'aider les gouvernements et les institutions nationales qui le demandent, à donner suite aux résolutions et recommandations pertinentes concernant le renforcement des institutions nationales;

16. *Prie* le Secrétaire général de continuer à fournir, dans les limites des ressources existantes, l'assistance nécessaire pour que le Comité international de coordination se réunisse pendant les sessions de la Commission, sous les auspices du Haut-Commissariat et en coopération avec lui;

17. *Prie également* le Secrétaire général de continuer à fournir, dans les limites des ressources existantes et des disponibilités du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme, l'assistance nécessaire aux réunions internationales et régionales des institutions nationales;

18. *Accueille avec satisfaction* le rapport du Secrétaire général (E/CN.4/2003/110) et prie celui-ci de lui faire rapport, à sa soixantième session, sur l'application de la présente résolution;

19. *Décide* de poursuivre l'examen de cette question à sa soixantième session.

62<sup>e</sup> séance  
25 avril 2003

[Adoptée sans vote. Voir chap. XVIII.]

## **2003/77. Situation des droits de l'homme en Afghanistan**

*La Commission des droits de l'homme,*

*Guidée* par la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme, les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et les règles humanitaires acceptées, telles qu'elles sont énoncées dans les Conventions de Genève du 12 août 1949 et les Protocoles additionnels s'y rapportant,

*Réaffirmant* que tous les États Membres sont tenus de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales et de s'acquitter des obligations qu'ils ont librement contractées en vertu des divers instruments internationaux,

*Rappelant* que l'Afghanistan est partie à plusieurs instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et qu'il est tenu de faire rapport sur leur application,

*Rappelant aussi* les résolutions et décisions pertinentes de la Commission des droits de l'homme, les résolutions et déclarations présidentielles pertinentes du Conseil de sécurité, les rapports du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés (S/2002/1299) et sur les femmes, la paix et la sécurité (S/2002/1154) ainsi que la résolution la plus récente adoptée par la Commission de la condition de la femme,

*Rappelant en outre* l'Accord définissant les arrangements provisoires applicables en Afghanistan en attendant le rétablissement d'institutions étatiques permanentes, signé à Bonn le 5 décembre 2001 (Accord de Bonn),

*Se félicitant* du décret présidentiel portant création de la nouvelle armée nationale afghane, signe de l'attachement de l'Autorité de transition à la mise en place d'une armée ethniquement équilibrée, sous contrôle civil, et soulignant qu'il importe d'apporter un appui accru à la constitution rapide de cette armée et au programme de démobilisation en cours, ainsi qu'à la création d'une force de police efficace,

*Se félicitant* des efforts déployés par l'Autorité de transition pour rétablir l'état de droit dans tout l'Afghanistan ainsi que la pleine protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et soulignant qu'un environnement sûr, d'où soient bannis la violence, la discrimination et les abus, est la condition indispensable d'un processus de relèvement et de reconstruction viable et durable,

*Réaffirmant* la nécessité d'assurer la sûreté, la sécurité et la liberté de circulation de l'ensemble du personnel des Nations Unies et du personnel associé, ainsi que de tout le personnel étranger et local des organisations humanitaires,

*Consciente* du rôle fondamental d'un pouvoir judiciaire indépendant pour ce qui est d'assurer la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, en vue de combattre l'impunité,

1. *Accueille avec intérêt* le rapport du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme en Afghanistan (E/CN.4/2003/39) ainsi que le rapport de la Rapporteuse spéciale sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires concernant sa mission en Afghanistan (E/CN.4/2003/3/Add.4) et prend note des recommandations qui y figurent;

2. *Se félicite* de la ratification par l'Afghanistan de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et prend acte de son adhésion au Statut de Rome de la Cour pénale internationale, et prie instamment l'Autorité de transition d'envisager, à titre prioritaire, d'adhérer au Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, ainsi que de ratifier les Conventions n° 100 et n° 182 de l'Organisation internationale du Travail, concernant respectivement l'égalité de rémunération entre la main-d'œuvre masculine et la main-d'œuvre féminine et l'élimination des pires formes de travail des enfants;

3. *Se félicite en outre* de la création de la Commission indépendante des droits de l'homme et de la Commission judiciaire, qui joueront toutes deux un rôle vital dans la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales en Afghanistan;

4. *Encourage* l'Autorité de transition et la communauté internationale à apporter un concours approprié à ces commissions pour les aider à s'acquitter de leurs mandats sans délai, efficacement et d'une manière conforme aux obligations internationales qui incombent à l'Afghanistan dans le domaine des droits de l'homme;

5. *Se félicite* de la création du comité de rédaction de la Commission constitutionnelle et du processus d'élaboration d'une nouvelle constitution qui est en cours, et souligne l'importance d'inscrire les obligations internationales de l'Afghanistan dans la nouvelle constitution, ainsi que la nécessité d'assurer la pleine participation des femmes à tous les processus devant déboucher sur la convocation de la Loya Jirga constituante, ainsi qu'à la Loya Jirga constituante elle-même;

6. *Reconnaît* les dispositions déjà prises par l'Autorité de transition pour promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales;

7. *Considère* que dénoncer les violations des droits de l'homme, demander des comptes à ceux qui les commettent, y compris à leurs complices, obtenir justice pour les victimes, préserver les documents historiques attestant ces violations et rendre leur dignité aux victimes en reconnaissant et en commémorant leurs souffrances sont des éléments qui guideront les sociétés futures et qui font partie intégrante de la promotion et de la mise en œuvre de tous les droits de l'homme et libertés fondamentales ainsi que de la prévention de violations futures;

8. *Prend note avec préoccupation* d'informations faisant état de violences commises par des éléments afghans contre certains groupes ethniques, personnes déplacées à l'intérieur du pays et réfugiés rentrés en Afghanistan, ainsi que de cas d'arrestation et de détention arbitraires et d'agression contre des femmes et des jeunes filles;

9. *Affirme* qu'il incombe au premier chef à l'Autorité de transition d'instaurer, avec l'appui de l'Organisation des Nations Unies, un environnement caractérisé par la bonne gouvernance, la démocratie et l'état de droit, ainsi qu'un gouvernement constitué sur une large base, qui soit soucieux de l'égalité entre les sexes, multiethnique et pleinement représentatif du peuple afghan;

10. *Demande* à l'Autorité de transition, en application de l'Accord de Bonn:

a) De continuer à coopérer pleinement avec tous les rapporteurs spéciaux et organes de défense des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies et d'envisager de leur adresser une invitation permanente à se rendre dans le pays;

b) De se conformer pleinement aux obligations internationales de l'Afghanistan en matière de droits de l'homme, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale, ethnique ou sociale, de fortune, de naissance, d'ascendance ou de toute autre situation;

c) De poursuivre ses efforts pour rétablir l'état de droit, notamment en collaborant avec les donateurs internationaux à la formation d'autorités de police soucieuses de protéger et de défendre les droits de l'homme et les libertés fondamentales, et de prendre des dispositions

pour améliorer l'accès à la justice, ainsi que de mettre en œuvre des mesures de réforme du régime pénitentiaire pour le rendre conforme aux normes internationales;

d) De déclarer un moratoire sur la peine de mort, eu égard aux déficiences du système judiciaire afghan tant au niveau de la procédure que sur le fond, en ayant à l'esprit les Garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort de l'Organisation des Nations Unies;

e) D'enquêter sur les allégations de violations des droits de l'homme, en particulier les violations commises à l'encontre de minorités ethniques, ainsi qu'à l'encontre de femmes ou de filles;

f) De faciliter le retour librement consenti et en bon ordre ainsi que la réintégration, dans la sécurité et la dignité, des réfugiés afghans et des personnes déplacées en Afghanistan;

g) De respecter et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales des femmes et filles afghanes, notamment en fournissant un appui suffisant au Ministère de la condition féminine, en protégeant les femmes contre toutes les formes de violence, en leur assurant l'égalité d'accès à l'éducation et aux soins de santé, en s'occupant du problème de leur détention extrajudiciaire et en assurant leur pleine participation dans tous les domaines de la vie afghane;

h) De coopérer de façon effective avec la communauté internationale dans la lutte contre le trafic des drogues;

11. *Est consciente* de l'énorme fardeau supporté par les pays voisins, en particulier la République islamique d'Iran et le Pakistan, sait gré à ces pays d'accueil des efforts qu'ils font pour soulager la détresse des réfugiés afghans et les encourage à continuer de coopérer avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés à cette fin;

12. *Se félicite* des contributions versées par les donateurs, leur demande instamment d'honorer sans retard les engagements de financement pris lors de la Conférence internationale sur l'aide à la reconstruction de l'Afghanistan, tenue à Tokyo les 21 et 22 janvier 2002, et les invite à fournir des ressources additionnelles au-delà de celles annoncées à Tokyo; et prie instamment la communauté internationale de coopérer avec la Commission indépendante des

droits de l'homme en Afghanistan et le Groupe consultatif sur les droits de l'homme afin que les droits de l'homme, y compris les droits des enfants, ainsi que les questions relatives à l'égalité entre les sexes soient pris en compte dans les programmes bénéficiant de l'aide des donateurs;

13. *Loue* les activités menées par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et d'autres organismes des Nations Unies pour aider l'Afghanistan à mettre en œuvre les dispositions de l'Accord de Bonn concernant les droits de l'homme, notamment en apportant un appui à la Commission indépendante des droits de l'homme en Afghanistan;

14. *Demande instamment* à l'Organisation des Nations Unies d'aider l'Autorité de transition à organiser et conduire un processus électoral crédible, libre et honnête dans un environnement sûr pour les élections devant avoir lieu d'ici juin 2004, et invite les États Membres à fournir, aux fins de ce processus, un appui financier et technique, y compris des observateurs;

15. *Prie* le Secrétaire général:

a) De veiller à pourvoir immédiatement et sur une base permanente le poste de conseiller principal pour l'égalité entre les sexes au sein de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, afin d'intégrer une perspective sexospécifique à l'ensemble des activités de la Mission;

b) De nommer pour une durée d'un an un expert indépendant qui sera chargé d'élaborer, en stricte collaboration avec l'Autorité de transition et notamment la Commission indépendante des droits de l'homme en Afghanistan, ainsi qu'avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme et la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, un programme de services consultatifs visant à assurer le plein respect et la protection des droits de l'homme ainsi que la promotion de l'état de droit, et de rechercher et recevoir des informations sur la situation des droits de l'homme en Afghanistan ainsi que de faire rapport à ce sujet, dans le cadre d'un effort de prévention des violations des droits de l'homme;

16. *Invite* les organismes compétents des Nations Unies, en particulier le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, agissant dans le cadre de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan:

a) À appuyer la pleine application des dispositions de l'Accord de Bonn concernant les droits de l'homme et du Programme national pour les droits de l'homme en Afghanistan, notamment en veillant à ce que la promotion et la protection de ces droits soient au centre des objectifs et des fonctions de la Mission;

b) À continuer de prêter leur appui aux activités de la Commission indépendante des droits de l'homme;

17. *Invite* l'expert indépendant que sera nommé par le Secrétaire général à présenter à l'Assemblée générale et à la Commission des droits de l'homme un rapport sur la situation des droits de l'homme en Afghanistan et sur les résultats de l'assistance technique fournie dans le domaine des droits de l'homme;

18. *Invite* le Rapporteur spécial sur la violence contre les femmes à continuer d'examiner la situation des femmes et des filles en Afghanistan et à présenter un rapport à l'Assemblée générale et à la Commission des droits de l'homme.

62<sup>e</sup> séance  
25 avril 2003

[Adoptée sans vote. Voir chap. XIX.]

#### **2003/78. Assistance à la Somalie dans le domaine des droits de l'homme**

*La Commission des droits de l'homme,*

*S'inspirant* de la Charte des Nations Unies, de la Déclaration universelle des droits de l'homme, de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples et d'autres instruments internationaux applicables relatifs aux droits de l'homme,

*Rappelant* sa résolution 2002/88 du 26 avril 2002,

*Ayant à l'esprit* les déclarations du Président du Conseil de sécurité relatives à la situation en Somalie, en date du 28 mars 2002 (S/PRST/2002/8), 12 décembre 2002 (S/PRST/2002/35) et 12 mars 2003 (S/PRST/2003/2), le rapport du Secrétaire général sur la situation en Somalie du 28 février 2003 (S/2003/231), les résolutions du Conseil 1407 (2002), 1425 (2002) et 1474 (2003), en date respectivement du 3 mai 2002, du 22 juillet 2002 et du 8 avril 2003, les résolutions du Conseil 1265 (1999), en date du 17 décembre 1999, sur la protection des civils en période de conflit armé, et 1460 (2003), en date du 30 janvier 2003 sur l'utilisation d'enfants dans les conflits armés, le rapport du Secrétaire général sur la protection des activités d'assistance humanitaire aux réfugiés et aux autres personnes touchées par un conflit (S/1998/883), la résolution 54/192 de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1999, intitulée «Sûreté et sécurité du personnel humanitaire et protection du personnel des Nations Unies» et les Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays (E/CN.4/1998/53/Add.2, annexe),

*Rappelant* la déclaration faite le 12 mars 2003 par le Président du Conseil de sécurité sur la situation en Somalie (S/PRST/2003/2) dans laquelle le Conseil a réaffirmé sa volonté de parvenir à un règlement global et durable de la situation en Somalie et son respect pour la souveraineté, l'intégrité territoriale, l'indépendance politique et l'unité du pays, conformément aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies,

*Se félicitant* de l'établissement d'un groupe d'experts, comme suite aux résolutions 1425 (2002) et 1474 (2003) du Conseil de sécurité, qui sera chargé de produire des informations indépendantes sur les violations de l'embargo sur les armes, à titre de progrès dans l'application et le renforcement de l'embargo institué par le Conseil au paragraphe 5 de sa résolution 733 (1992),

*Rappelant* la résolution 751 (1992) du Conseil de sécurité, en date du 24 avril 1992 sur la situation en Somalie,

*Reconnaissant* que le peuple somalien est responsable au premier chef du processus de réconciliation nationale, et que c'est à lui qu'il appartient de décider librement des systèmes politique, économique et social dont il souhaite se doter,



*Notant avec satisfaction* l'achèvement de la première phase du processus de réconciliation nationale somalien, avec la signature, le 27 octobre 2002, de la Déclaration d'Eldoret et le lancement en novembre 2002 de la deuxième phase du processus de réconciliation,

*Notant également avec satisfaction* les efforts engagés en faveur de la paix par l'Organisation des Nations Unies, l'Union africaine, la Ligue des États arabes, l'Union européenne, l'Organisation de la Conférence islamique, le Mouvement des pays non alignés et le Forum de partenaires de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD),

*Constatant avec satisfaction* que, en dépit de toutes les difficultés, la population des régions du nord de la Somalie continue de jouir d'une paix et d'une stabilité relatives et de bénéficier de services de base,

*Considérant* que les Somaliens ne doivent pas être abandonnés par la communauté internationale et que la question des droits de l'homme doit être inscrite à l'ordre du jour des entretiens sur l'avenir de la Somalie,

*Insistant sur le fait* que les efforts engagés pour lutter contre le terrorisme en Somalie sont indissociables de l'instauration de la paix et de la gestion des affaires publiques dans le pays,

*Soulignant* les progrès obtenus par les institutions spécialisées et les programmes des Nations Unies dans l'amélioration des conditions de vie de la population somalienne et les efforts croissants déployés à cette fin,

*Saluant* le travail utile accompli dans le domaine humanitaire par des groupements de la société civile somalienne et des organisations non gouvernementales, notamment des organisations humanitaires, pour promouvoir et protéger les droits de l'homme,

*Consciente* des énormes difficultés auxquelles la Somalie se heurte pour ce qui est d'une assistance immédiate ainsi que de sa reconstruction et de son développement,

*Notant avec préoccupation* que l'insécurité règne toujours dans plusieurs régions du pays et notant avec inquiétude que des conflits ont éclaté dans certaines régions, dernièrement à Mogadishu et à Baidoa,

*Notant aussi avec préoccupation* que la situation humanitaire demeure fragile dans toute la Somalie,

*Notant en outre* avec préoccupation que la dégradation de la situation politique et des conditions de sécurité entraîne des conséquences négatives importantes pour la promotion et la protection des droits de l'homme,

*Accueillant avec satisfaction* la déclaration la plus récente du Président du Conseil de sécurité, en date du 12 mars 2003 (S/PRST/2003/2), notamment la demande adressée au Secrétaire général qu'il a prié de continuer de mettre en place sur le terrain, de manière cohérente, les activités préparatoires d'une mission complète de consolidation de la paix en Somalie déployée dès que les conditions de sécurité le permettraient, ainsi qu'il était énoncé dans la déclaration du Président du Conseil en date du 28 mars 2002 (S/PRST/2002/8), qui devrait prendre en compte la lutte contre la pauvreté et le renforcement des institutions publiques,

*Considérant* que l'assistance humanitaire, l'aide à la promotion des droits de l'homme et au développement sont primordiales pour contribuer à atténuer la pauvreté, promouvoir l'instauration en Somalie d'une société plus paisible, équitable et démocratique, et pour favoriser une amélioration durable des conditions de vie du peuple somalien et lui assurer un meilleur accès aux services publics et sociaux de base, ainsi qu'une bonne gestion des affaires publiques,

*Réaffirme* son plein appui au processus de paix parrainé par l'IGAD ainsi que sa volonté de faire avancer le processus de paix,

*Félicitant* le Gouvernement kényen pour son rôle crucial dans la facilitation du processus de réconciliation nationale en Somalie,

*Soulignant* que le processus de paix en Somalie doit se poursuivre et être mené à bonne fin par le dialogue et non par le recours à la force,

1. *Se félicite:*

a) De l'achèvement de la première phase du processus de réconciliation nationale en Somalie qui a abouti à la signature, le 27 octobre 2002, de la Déclaration d'Eldoret, par laquelle les participants se sont engagés à cesser les hostilités et à garantir la sécurité de tout le personnel et les installations d'assistance humanitaire et de développement;

b) Des efforts engagés par le Comité technique de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et en particulier des effets positifs des consultations menées par les États de première ligne (Kenya, Djibouti et Éthiopie) sur le processus de réconciliation, tenues à Addis-Abeba le 2 février 2003;

c) De la décision du Comité technique de l'IGAD, composé des trois États de première ligne, d'établir avec effet immédiat un comité composé de représentants de l'IGAD et de partenaires internationaux, qui serait chargé de surveiller à la fois les violations de la Déclaration sur la cessation des hostilités et le respect de la Déclaration d'Eldoret;

d) Du fait qu'un certain nombre d'institutions des Nations Unies ont intégré dans leurs programmes les questions relatives aux droits de l'homme;

e) De la création d'un groupe de contact pour la Somalie à Nairobi ainsi qu'à New York;

f) De la décision de relancer l'embargo sur les armes décidé par le Conseil de sécurité dans sa résolution 733 (1992) en date du 23 janvier 1992, par la mise en place d'un mécanisme concret permettant de mettre en œuvre l'embargo d'ici au 30 avril 2002;

2. *Souligne* la nécessité d'agir pour lutter contre le terrorisme international conformément à la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité, en date du 28 septembre 2001, et prie instamment tous les États et les institutions internationales compétentes d'apporter à la Somalie une assistance pour lui permettre de mettre en œuvre cette résolution;

3. *Se déclare convaincue* que le processus de réconciliation nationale contribuera à mettre fin aux souffrances du peuple somalien;

4. *Encourage*:

a) L'Autorité intergouvernementale pour le développement et son Comité technique à faire avancer le processus de paix et à continuer de jouer un rôle actif et constructif pour appuyer le processus de réconciliation;

b) Toutes les parties dans toute la Somalie à participer au processus qui offre une occasion unique pour tous les Somaliens de voir la fin de leurs souffrances et le rétablissement de la paix et de la stabilité dans leur pays;

c) Tous les États, par l'intermédiaire du Forum de partenaires de l'IGAD, à jouer un rôle actif et constructif pour appuyer le processus de réconciliation;

5. *Se déclare profondément préoccupée* par les informations faisant état de viols, d'exécutions arbitraires et sommaires, de tortures et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et de violences, en particulier à l'égard des femmes et des enfants, ainsi que par l'absence d'un système judiciaire efficace, à même de garantir le droit à un procès équitable conformément aux normes internationales, et prend note de la nécessité de mener une enquête sérieuse dans toute la Somalie en vue de traduire les coupables en justice;

6. *Condamne:*

a) Les manquements graves à l'engagement pris par les parties le 27 octobre 2002 qui continuent de se produire;

b) Les violations massives persistantes des droits de l'homme et du droit humanitaire et les atteintes à ces droits dont sont victimes en particulier les personnes déplacées à l'intérieur du pays, les minorités, les groupes vulnérables, les femmes et les enfants, y compris la violence familiale, la persistance de la pratique des mutilations sexuelles féminines qui continue de susciter une profonde préoccupation, ainsi que les déplacements forcés de civils;

c) Toutes les violations du droit international humanitaire et du droit relatif aux droits de l'homme, notamment le recrutement forcé ou obligatoire d'enfants aux fins de leur utilisation dans un conflit armé, l'utilisation de ces enfants par les milices dans un conflit armé, la pratique du travail des enfants, en particulier du travail domestique, et un système de justice des mineurs qui n'est pas conforme aux normes internationales;

d) Tous les actes de violence tels que les prises d'otages, les enlèvements et les assassinats, y compris de personnel chargé des opérations de secours humanitaire et de personnel des institutions des Nations Unies;

7. *Souligne:*

a) L'appui donné par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, qui a détaché un conseiller principal pour les questions relatives aux droits de l'homme en le chargeant d'intégrer les questions des droits de l'homme dans les travaux des organismes des Nations Unies présents en Somalie et de fournir un appui technique à la mise en œuvre du Programme somalien de protection civile du Programme des Nations Unies pour le développement, basé à Nairobi dans le cadre du bureau du coordonnateur résident humanitaire pour la Somalie, et encourage le fonctionnaire des droits de l'homme à continuer d'apporter une aide réelle à la population somalienne, dans le cadre de son mandat;

b) La nécessité de faire des droits de l'homme un élément d'une future mission des Nations Unies de consolidation de la paix en Somalie;

c) La nécessité de tenir compte d'une perspective sexospécifique dans tout processus de consolidation de la paix, de reconstruction et de réconciliation;

8. *Engage:*

a) Toutes les parties dans l'ensemble de la Somalie à renforcer leur volonté de dialogue, en vue d'élargir et d'approfondir le processus de réconciliation nationale et de respecter et de mettre en œuvre sans délai les décisions adoptées pendant tout le processus, notamment la Déclaration sur la cessation des hostilités et les accords concernant le rétablissement de la sécurité et la réouverture de l'aéroport international et du port maritime de Mogadishu;

b) Tous les signataires de la Déclaration sur la cessation des hostilités à continuer de participer pleinement aux négociations de paix afin d'obtenir des résultats concrets rapidement;

c) Toutes les parties à mettre fin à tous les actes de violence, à s'abstenir de se livrer à des hostilités et à empêcher tout acte risquant d'accroître les tensions pendant la négociation de paix;

d) Tous les États et les autres parties prenantes à respecter scrupuleusement l'embargo sur les armes décidé par le Conseil de sécurité dans sa résolution 733 (1992) et à continuer

de travailler étroitement avec les mécanismes institués pour mettre en œuvre l'embargo conformément à la résolution 733 (1992) du Conseil de sécurité;

*e)* Tous les États Membres et les autres parties prenantes à l'extérieur de la région à coopérer sans réserve avec le Groupe d'experts dans sa recherche d'informations au sujet de l'embargo, conformément à la résolution 1425 (2002) du Conseil de sécurité et au paragraphe 5 de l'article 2 de la Déclaration d'Eldoret;

*f)* Tous les États, en particulier ceux de la région, à s'abstenir de s'ingérer dans les affaires intérieures de la Somalie; une telle ingérence ne fait que déstabiliser encore la Somalie, contribue à aggraver le climat de peur, porte atteinte aux droits de l'homme et pourrait mettre en péril la souveraineté, l'intégrité territoriale, l'indépendance politique et l'unité de la Somalie; le territoire de la Somalie ne doit pas être utilisé pour compromettre la stabilité dans la sous-région;

*g)* Tous les États à empêcher les individus et les groupes de profiter de la situation en Somalie pour financer, planifier, faciliter, soutenir ou commettre des actes terroristes à partir du pays, en soulignant que l'effort de lutte contre le terrorisme en Somalie est indissociable de l'instauration de la paix et de la gestion des affaires publiques dans le pays;

*h)* Tous les États à apporter à la Somalie une assistance lui permettant de continuer à mettre en œuvre intégralement la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité;

*i)* Tous les États à œuvrer à instaurer durablement la stabilité dans la région, notamment en jouant un rôle constructif dans le processus de reconstruction des institutions nationales en Somalie;

*j)* Les organisations régionales et internationales ainsi que les pays intéressés à poursuivre et à intensifier leurs efforts coordonnés visant à favoriser le processus de réconciliation nationale en Somalie, consciente du fait que la coexistence pacifique de toutes les parties et de tous les groupes est une condition importante pour asseoir le respect des droits de l'homme;

*k)* Toutes les parties dans l'ensemble de la Somalie à respecter les normes en matière de droits de l'homme et de droit international humanitaire énoncées dans les instruments internationaux, en particulier celles qui se rapportent aux conflits armés internes;

*l)* Toutes les parties dans l'ensemble de la Somalie à assurer la protection et à faciliter la tâche du personnel des Nations Unies, du personnel des opérations de secours humanitaire, des défenseurs des droits de l'homme et des représentants d'organisations non gouvernementales et des médias internationaux, et à garantir à toute personne participant à l'action humanitaire la liberté de mouvement dans tout le pays et un accès sans entrave et en toute sécurité aux civils qui ont besoin d'une protection et d'une assistance humanitaire;

*m)* Tous les États, organisations régionales et internationales et autres parties prenantes à appuyer la présence sur le terrain renforcée du Haut-Commissariat aux droits de l'homme en Somalie et à lui accorder une plus grande indépendance tout en maintenant une collaboration étroite avec les autres organismes qui s'occupent des droits de l'homme;

*n)* Toutes les autorités compétentes et tous les États Membres à soutenir le rapatriement volontaire et la réintégration des réfugiés somaliens et à aider à assurer une assistance humanitaire d'urgence et une protection à ceux qui ont été déplacés à l'intérieur;

*o)* Tous les États Membres à continuer d'apporter une assistance accrue en réponse aux appels des Nations Unies en faveur d'un appui aux actions de secours, de réadaptation et de reconstruction dans toutes les régions, y compris les efforts tendant à renforcer la société civile, à encourager une bonne gestion des affaires publiques et à rétablir la primauté du droit, et à soutenir l'instauration d'une culture des droits de l'homme et les autres activités du Haut-Commissariat concernant la Somalie;

*p)* L'Organisation des Nations Unies, ses États Membres et les institutions spécialisées, les organisations non gouvernementales et les institutions de Bretton Woods à accroître leur assistance, en particulier dans le domaine des droits de l'homme, des droits des femmes et de l'égalité entre les hommes et les femmes, de la santé (une attention spéciale devant être portée à la lutte contre le virus de l'immunodéficience humaine et le syndrome d'immunodéficience acquise (VIH/sida) et d'autres maladies transmissibles), de la démobilisation des milices,

du désarmement, de la lutte contre la prolifération des armes légères, du déminage et de la remise en état des infrastructures de base;

q) L'Organisation des Nations Unies, ses États Membres et ses institutions spécialisées à donner un appui et une assistance sans réserve à l'Autorité intergouvernementale pour le développement en ce qui concerne la mise en œuvre de ses décisions relatives à la Somalie, qui représentent un fait nouveau important pour le processus de paix dans le pays;

r) L'Organisation des Nations Unies et ses États Membres à redoubler d'efforts pour renforcer l'initiative de paix engagée par l'IGAD, en prenant des mesures concrètes, notamment des sanctions judicieuses visant les individus qui font obstacle au processus de réconciliation et des incitations positives, notamment un appui financier ciblé;

s) L'Organisation des Nations Unies et ses États Membres à soutenir les efforts que l'Union africaine va déployer pour établir effectivement un mécanisme de surveillance de l'application de la Déclaration sur la cessation des hostilités;

t) Les pays donateurs, les organisations internationales et les organisations non gouvernementales à continuer d'intégrer les principes et objectifs des droits de l'homme dans les activités humanitaires et de développement qu'ils mènent en Somalie et à coopérer avec l'expert indépendant de la Commission;

9. *Salue* le travail mené à bien par l'expert indépendant et accueille son rapport avec satisfaction (E/CN.4/2003/115);

10. *Invite* les gouvernements et les organisations en mesure de le faire à répondre favorablement aux demandes d'aide que pourrait leur adresser le Secrétaire général afin de mettre en œuvre la présente résolution;

11. *Prie* le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de prendre les dispositions voulues pour assurer la traduction, dans la langue somalienne, de la présente résolution, accompagnée d'une note explicative d'information appropriée, ainsi qu'une large diffusion de ce texte dans le pays, par l'intermédiaire du fonctionnaire des droits de l'homme pour la Somalie installé à Nairobi;



12. *Décide:*

a) De proroger d'encore un an le mandat de l'expert indépendant chargé d'examiner la situation des droits de l'homme en Somalie, et prie l'expert indépendant de faire rapport à la Commission à sa soixantième session;

b) De prier le Secrétaire général de continuer à fournir à l'expert indépendant toute l'aide dont il pourra avoir besoin dans l'exécution de son mandat et, dans les limites des ressources globales de l'Organisation des Nations Unies, des ressources suffisantes pour financer les activités que mènent l'expert indépendant et le Haut-Commissaire en vue de fournir des services consultatifs et une assistance technique;

c) De poursuivre l'examen de cette question à sa soixantième session au titre du même point de l'ordre du jour;

13. *Recommande* au Conseil économique et social d'adopter le projet de décision ci-après:

«Le Conseil économique et social, prenant note de la résolution 2003/78 de la Commission des droits de l'homme, du 25 avril 2003, fait sienne la décision de la Commission de proroger d'encore un an le mandat de l'expert indépendant chargé d'examiner la situation des droits de l'homme en Somalie, et de prier l'expert indépendant de faire rapport à la Commission à sa soixantième session. Il approuve aussi sa décision de prier le Secrétaire général de continuer à fournir à l'expert indépendant toute l'aide dont il pourra avoir besoin dans l'exécution de son mandat et, dans les limites des ressources globales de l'Organisation des Nations Unies, des ressources suffisantes pour financer les activités que mènent l'expert indépendant et le Haut-Commissaire en vue de fournir des services consultatifs et une assistance technique.».

62<sup>e</sup> séance  
25 avril 2003

[Adoptée sans vote. Voir chap. XIX.]

## **2003/79. Situation des droits de l'homme au Cambodge**

*La Commission des droits de l'homme,*

*Rappelant* sa résolution 2002/89 du 26 avril 2002, la résolution 57/225 de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 2002, et les précédentes résolutions applicables,

*Sachant* que les tragiques événements de l'histoire du Cambodge exigent l'adoption de mesures spéciales pour assurer la protection des droits de l'homme de chacun au Cambodge et empêcher le retour aux politiques et aux pratiques du passé, comme le prévoit l'Accord pour un règlement politique global du conflit au Cambodge, signé à Paris le 23 octobre 1991,

### **I. SOUTIEN DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET COOPÉRATION AVEC CELLE-CI**

1. *Prie* le Secrétaire général, agissant par l'intermédiaire de son Représentant spécial pour les droits de l'homme au Cambodge et en collaboration avec le bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme au Cambodge, d'aider le Gouvernement cambodgien à assurer la protection des droits de l'homme de chacun au Cambodge et de prévoir les ressources nécessaires pour que le Haut-Commissariat puisse maintenir sa présence opérationnelle dans le pays et pour que le Représentant spécial puisse continuer à s'acquitter de ses tâches avec diligence;

2. *Accueille avec satisfaction* le rapport du Secrétaire général sur le rôle joué et le travail accompli par le Haut-Commissariat dans le cadre de l'aide qu'il a apportée au Gouvernement et au peuple cambodgiens pour promouvoir et protéger les droits de l'homme (E/CN.4/2003/113), le rapport du Représentant spécial du Secrétaire général pour les droits de l'homme au Cambodge (E/CN.4/2003/114) et l'utilisation du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le Programme d'éducation en matière de droits de l'homme au Cambodge aux fins du financement du programme d'activités du bureau du Haut-Commissariat au Cambodge, et invite la communauté internationale à envisager de verser des contributions au Fonds;

3. *Encourage* le Gouvernement cambodgien à continuer de coopérer avec le bureau du Haut-Commissariat et d'autres organismes des Nations Unies dans le cadre de leurs efforts conjoints tendant à promouvoir les droits de l'homme;

## **II. RÔLE DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES**

4. *Félicite* les organisations non gouvernementales présentes au Cambodge du rôle capital qu'elles jouent, notamment en faveur de l'éducation et de la formation dans le domaine des droits de l'homme et du développement de la société civile, et encourage le Gouvernement cambodgien à continuer d'assurer la protection de ces organisations qui défendent les droits de l'homme et de leurs membres et de travailler en étroite collaboration avec elles;

## **III. RÉFORME ADMINISTRATIVE, LÉGISLATIVE ET JUDICIAIRE**

5. *Note avec préoccupation* les problèmes qui continuent de se poser pour ce qui est de l'état de droit et du fonctionnement de la justice, notamment en raison de la corruption et des entraves mises par le pouvoir exécutif à l'indépendance d'action de l'appareil judiciaire, demande instamment au Gouvernement d'accélérer la réforme juridique et judiciaire, y compris de mener à bien l'adoption des lois et codes qui sont des éléments essentiels du cadre juridique de base, en particulier une loi sur le statut de la magistrature, une loi sur l'organisation et le fonctionnement des juridictions de jugement et une loi anticorruption, et d'assurer l'indépendance, l'impartialité et l'efficacité du Conseil suprême de la magistrature et du système judiciaire dans son ensemble;

6. *Accueille avec satisfaction* les projets de code pénal, de code de procédure pénale, de code civil et de code de procédure civile et la hausse des salaires et des indemnités des juges et des procureurs, et demande instamment au Gouvernement de renforcer la formation des juges et des avocats grâce à l'École royale de formation des juges et des procureurs et au Centre de formation et de perfectionnement professionnel des avocats du barreau du Royaume du Cambodge;

7. *Exhorte* le Gouvernement cambodgien à redoubler d'efforts pour régler les problèmes fonciers grâce à une plus grande transparence, en accordant un ordre de priorité élevé au projet de réforme de la gestion et de l'administration foncières et en passant en revue

l'ensemble des contrats d'attribution de terrains et leur exécution, et note avec préoccupation que l'appropriation illicite de terres, les expulsions forcées et les déplacements sont des problèmes qui subsistent;

8. *Encourage* le Gouvernement cambodgien à déployer de nouveaux efforts en vue de mettre en œuvre rapidement et efficacement son programme de réformes, notamment le Plan d'action dans le domaine de la gouvernance et les réformes de la police et de l'armée, dont le Programme de démobilisation;

9. *Accueille avec satisfaction* les progrès accomplis par le Gouvernement cambodgien dans l'élimination de toutes les mines terrestres antipersonnel et la réduction du nombre d'armes légères au Cambodge, et encourage le Gouvernement et la communauté internationale à poursuivre leurs efforts dans ces domaines;

10. *Se déclare très préoccupée* par la persistance de la situation d'impunité au Cambodge, note les mesures prises par le Gouvernement cambodgien pour poursuivre les auteurs de violations et engage le Gouvernement à redoubler d'efforts, à titre absolument prioritaire, pour ouvrir d'urgence des enquêtes et poursuivre, dans le respect des formes régulières et des normes internationales relatives aux droits de l'homme, tous ceux qui ont commis des crimes graves, y compris des violations des droits de l'homme;

11. *Encourage* le Gouvernement cambodgien à faire le nécessaire pour assurer le déroulement paisible d'élections générales libres et régulières en juillet 2003, à mener des enquêtes approfondies sur les incidents du passé que sont les actes d'intimidation, la violence, les assassinats et les allégations d'achat de voix et à poursuivre les responsables, à veiller à ce que de tels problèmes ne se posent pas dans le cadre des élections générales et, en particulier, à se soucier spécialement de la sécurité et de la sûreté des candidats et des militants politiques et à garantir la neutralité des institutions publiques, notamment en instituant un comité électoral national indépendant, en faisant dûment appliquer les lois par le Comité électoral national et le corps judiciaire cambodgien et en assurant à l'ensemble des partis un accès équitable à tous les types de médias, y compris la presse audiovisuelle;

12. *Se déclare gravement préoccupée* par les conditions qui règnent dans les prisons au Cambodge, prend note avec intérêt de quelques efforts importants pour améliorer le système

pénitentiaire, recommande que la communauté internationale continue de prêter son assistance pour que les conditions matérielles de détention s'améliorent et demande au Gouvernement cambodgien de prendre de nouvelles mesures pour améliorer les conditions carcérales, notamment d'envisager d'introduire des peines non privatives de liberté comme alternative à l'emprisonnement, nourrir correctement les détenus, leur dispenser des soins de santé appropriés et rétablir l'accès aux prisons et aux détenus des avocats, des membres de leur famille et des organisations de défense des droits de l'homme, conformément aux règlements pertinents en vigueur;

#### **IV. VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME ET VIOLENCE**

13. *Se déclare gravement préoccupée* par la persistance des violations des droits de l'homme, y compris la pratique de la torture, la durée excessive de la détention provisoire, les atteintes aux droits des travailleurs et les expulsions forcées, ainsi que par la violation politique, l'implication de la police et de l'armée dans des actes de violence et l'absence apparente de protection contre les lynchages, constate que le Gouvernement cambodgien a fait quelques progrès dans le traitement de ces questions et le prie instamment de prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir de telles violations, et notamment d'envisager la création d'une commission d'enquête indépendante sur les lynchages;

14. *Exhorte* le Gouvernement cambodgien à prendre toutes les mesures voulues pour prévenir la violence raciale à l'encontre des membres de tous les groupes ethniques, lutter contre toutes les formes de discrimination à l'encontre de ces groupes et faire respecter leurs droits, ainsi qu'à s'acquitter des obligations qui lui incombent en sa qualité de partie à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, notamment en sollicitant une assistance technique;

#### **V. LE TRIBUNAL DES KHMERS ROUGES**

15. *Réaffirme* que les violations les plus graves des droits de l'homme perpétrées au Cambodge au cours de son histoire récente l'ont été par les Khmers rouges et constate que leur chute définitive et les efforts persévérants du Gouvernement cambodgien ont ouvert la voie au rétablissement de la paix et de la stabilité, qui doit mener à la réconciliation nationale

au Cambodge, et ont permis de procéder à des enquêtes et de poursuivre les dirigeants des Khmers rouges;

16. *Accueille avec satisfaction* les efforts visant à conclure un accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement cambodgien en vue de la création de chambres extraordinaires pour juger, conformément aux normes internationales de justice, d'équité et de respect des formes régulières, les principaux responsables de crimes et de violations du droit pénal cambodgien, du droit international humanitaire, du droit coutumier international et des conventions internationales que reconnaît le Cambodge, commis durant la période du Kampuchéa démocratique;

## **VI. PROTECTION DES FEMMES ET DES ENFANTS**

17. *Se félicite* des progrès accomplis et des améliorations apportées en ce qui concerne la condition de la femme, et prie instamment le Gouvernement cambodgien de continuer à prendre les mesures voulues pour combattre toutes les formes de violence à l'égard des femmes et de faire tout le nécessaire pour s'acquitter des obligations qui lui incombent en sa qualité de partie à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, y compris en sollicitant une assistance technique;

18. *Salue* les efforts que déploie le Gouvernement cambodgien pour empêcher la propagation du VIH/sida et encourage le Gouvernement à continuer de s'attaquer à ce problème;

19. *Accueille* avec satisfaction les diverses initiatives prises par le Gouvernement cambodgien dans la lutte contre la traite des êtres humains, tout en notant avec une grande inquiétude l'extension du phénomène de la traite et de l'exploitation sexuelle des femmes et des enfants à l'échelle internationale, et demande au Gouvernement et à la communauté internationale de renforcer leurs efforts concertés pour s'attaquer globalement à ces problèmes;

20. *S'inquiète vivement* du problème du travail des enfants sous ses pires formes, demande au Gouvernement cambodgien de prendre immédiatement des mesures efficaces pour protéger les enfants contre l'exploitation économique et toute forme de travail qui pourrait les exposer à des dangers, compromettre leur éducation ou nuire à leur santé, à leur sécurité ou à leur moralité, notamment en faisant appliquer au bénéfice des enfants les lois cambodgiennes

concernant le travail des enfants, la législation du travail en vigueur et les dispositions de la loi contre la traite et en poursuivant les auteurs d'infractions à ces lois, invite l'Organisation internationale du Travail à continuer à apporter l'assistance nécessaire à cet égard et encourage le Gouvernement à envisager de ratifier la Convention de 1999 concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination (n° 182) de ladite organisation;

21. *Se félicite* de l'accroissement des crédits budgétaires dans les domaines de l'éducation et de la santé, et encourage un décaissement rapide et des efforts supplémentaires de la part du Gouvernement cambodgien pour améliorer la situation sanitaire des enfants et leur accès à l'éducation, promouvoir un système libre et accessible d'enregistrement des naissances et créer un système efficace de justice pour mineurs;

## VII. CONCLUSION

22. *Encourage* la communauté internationale à aider le Gouvernement cambodgien à appliquer la présente résolution;

23. *Prie* le Secrétaire général de lui faire rapport, à sa soixantième session, sur le rôle du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et les résultats de l'aide qu'il apporte au Gouvernement et au peuple cambodgiens pour la promotion et la protection des droits de l'homme, ainsi que sur les recommandations faites par le Représentant spécial au sujet des questions relevant de son mandat;

24. *Décide* de poursuivre, à sa soixantième session, l'examen de la situation des droits de l'homme au Cambodge, au titre du point de l'ordre du jour intitulé «Services consultatifs et coopération technique dans le domaine des droits de l'homme».

62<sup>e</sup> séance  
25 avril 2003

[Adoptée sans vote. Voir chap. XIX.]

**2003/80. Situation des droits de l'homme en Sierra Leone**

*La Commission des droits de l'homme,*

*Réaffirmant* que tous les États Membres ont l'obligation de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales consacrés dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et les autres instruments relatifs aux droits de l'homme applicables,

*Rappelant* ses résolutions antérieures sur la situation des droits de l'homme en Sierra Leone ainsi que les résolutions sur la même question du Conseil de sécurité, notamment la résolution 1470 (2003) en date du 28 mars 2003,

*Rappelant avec un profond regret* les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire ainsi que les atteintes à ces droits qui ont été perpétrées en Sierra Leone contre des civils, notamment les enlèvements de femmes et d'enfants ainsi que les actes de violence et les sévices contre des femmes et des filles pendant le conflit,

*Se félicitant* à ce sujet de ce que le Tribunal spécial pour la Sierra Leone ait procédé aux premières inculpations d'individus accusés de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre et d'autres violations graves du droit humanitaire et de ce que les audiences publiques devant la Commission vérité et réconciliation aient commencé,

*Se félicitant* des élections générales et présidentielles qui se sont déroulées dans le calme en mai 2002 et de l'élection des chefs suprêmes plus tard dans l'année, et prenant note des préparatifs en vue des prochaines élections aux conseils municipaux et aux conseils de district,

*Se félicitant* du retour volontaire dans leurs communautés de Sierra-Léonais réfugiés en Guinée et au Libéria et de personnes déplacées à l'intérieur du pays, ainsi que de l'achèvement du programme de réinstallation à l'intention des personnes déplacées à l'intérieur du pays et de la fermeture des camps dans les provinces,

*S'inquiétant* de ce que la situation dans les pays de l'Union du fleuve Mano et en Côte d'Ivoire pourrait avoir des répercussions d'ordre humanitaire sur la région et compromettre les progrès accomplis en Sierra Leone,



*Réaffirmant* que de nombreux réfugiés et personnes touchés par la guerre continuent d'avoir besoin d'une protection et d'une assistance et consciente de ce que l'instabilité dans la sous-région du fleuve Mano et en Côte d'Ivoire continue d'être à l'origine de déplacements de personnes,

*Considérant* que le Manifeste sierra-léonais des droits de l'homme du 24 juin 1999 représente une base importante pour la promotion des droits de l'homme, et encourageant son maintien en application ainsi que la création prochaine d'une commission nationale indépendante des droits de l'homme,

*Reconnaissant* l'importance de la coopération technique pour la promotion et la protection des droits de l'homme, qui contribuera à obtenir la stabilité et la sécurité en Sierra Leone,

1. *Accueille avec satisfaction:*

a) Le rapport du Haut-Commissaire aux droits de l'homme (E/CN.4/2003/35), notamment la conclusion où il souligne que des progrès considérables ont été faits dans la mise en œuvre du processus de paix en Sierra Leone;

b) Le rapport du Haut-Commissaire à l'Assemblée générale (A/57/284);

c) Les activités de la Mission des Nations Unies en Sierra Leone, notamment les travaux de sa Section des droits de l'homme;

d) Le travail mené par le Tribunal spécial pour la Sierra Leone en vue de traduire en justice les personnes qui portent la plus grande responsabilité dans les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre et les autres violations graves du droit international humanitaire, ainsi que dans les crimes relevant du droit sierra-léonais commis sur le territoire de la Sierra Leone depuis le 30 novembre 1996;

e) Le travail mené par la Commission vérité et réconciliation, notamment pour s'occuper des questions de l'impunité et de la responsabilité et favoriser l'apaisement après le conflit armé qui a sévi de 1991 à 1999;

*f)* Des mesures prises par le Gouvernement sierra-léonais en vue d'asseoir son autorité sur tout le territoire, tout en notant avec préoccupation qu'il continue de rencontrer des difficultés graves de ressources et d'autre nature pour rétablir l'administration civile à tous les niveaux et les services publics dans l'ensemble du territoire;

*g)* La décision du Gouvernement sierra-léonais d'adresser une invitation permanente aux titulaires de mandats spéciaux de la Commission des droits de l'homme;

*h)* L'assistance apportée par le Haut-Commissaire et la communauté internationale au Gouvernement sierra-léonais afin de promouvoir une culture de la protection des droits de l'homme en Sierra Leone, notamment en mettant en place des activités associant toutes les parties au conflit passé;

*i)* Les initiatives et les mesures prises par le Gouvernement et la société civile sierra-léonais, de concert avec la communauté internationale, pour doter le pays d'une infrastructure de défense des droits de l'homme, notamment celles qui visent à faire connaître aux communautés les objectifs du Tribunal spécial et de la Commission vérité et réconciliation, et réaffirme qu'il est toujours nécessaire d'œuvrer dans ce domaine pour promouvoir la paix, la justice et la réconciliation nationale et pour obtenir que chacun se sente responsable et respecte les droits de l'homme;

*j)* Les contributions volontaires déjà apportées et les annonces de contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le Tribunal spécial, et se félicite aussi de ce que le Tribunal spécial fasse appel à des experts dans le domaine des crimes contre les femmes;

*k)* Le travail accompli par la Commission nationale pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration, de concert avec les institutions participantes, pour continuer à faciliter la réinsertion et la réconciliation dans la société sierra-léonaise;

*l)* La formation dans le domaine des droits de l'homme, notamment la formation spécialisée concernant les besoins des femmes et les droits des enfants, dispensée aux observateurs nationaux des droits de l'homme, aux membres des forces de police et des forces armées;

*m)* Le travail mené par la Commission nationale en faveur des enfants touchés par la guerre;

*n)* L'affectation continue à la Mission des Nations Unies en Sierra Leone de conseillers pour la protection de l'enfance et l'action de ceux-ci, en vue d'aider à assurer la protection des droits des enfants, qui constitue une priorité tout au long du processus de maintien et de consolidation de la paix en Sierra Leone, ainsi que les efforts engagés par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance pour répondre aux besoins de protection et d'assistance des enfants;

*o)* Les activités menées par le Comité international de la Croix-Rouge et d'autres organisations humanitaires, en particulier celles qui portent sur la promotion du respect du droit international humanitaire, dans des domaines comme l'assistance médicale, les activités de secours et les visites aux détenus, ainsi que l'action engagée par d'autres organisations humanitaires, notamment des organismes des Nations Unies, pour remettre en état l'infrastructure du pays afin de permettre la réinstallation et la réinsertion des personnes déplacées à l'intérieur du pays et des réfugiés rapatriés;

2. *Se déclare vivement préoccupée:*

*a)* Par le déficit persistant du Fonds d'affectation spéciale multidonateurs pour le programme de désarmement, de démobilisation et de réinsertion, et en particulier de l'incidence de cette situation sur la phase de réinsertion du programme;

*b)* Par le nombre de filles et de femmes qui sont toujours retenues contre leur gré par d'anciens combattants;

*c)* Par la persistance d'informations faisant état du trafic et de la fourniture illégale d'armes légères et de matériel connexe, en particulier à travers les frontières internationales dans la sous-région, en infraction aux résolutions applicables du Conseil de sécurité;

*d)* Par des informations faisant état de l'emploi d'enfants dans l'exploitation des mines de diamants;

*e)* Par la situation humanitaire de la population, notamment des réfugiés et des personnes déplacées en Sierra Leone et dans les États voisins, due à la violence et aux tensions récentes persistantes dans les régions frontalières, et par les obstacles qui entravent le retour volontaire et en toute sécurité dans leurs foyers à la frontière avec le Libéria des populations touchées;

3. *Exhorte:*

*a)* Toutes les parties en Sierra Leone, y compris la société civile, à continuer de coopérer avec le Tribunal spécial pour la Sierra Leone et avec la Commission vérité et réconciliation;

*b)* Toutes les parties dans la région à continuer d'œuvrer à instaurer les conditions qui permettraient aux personnes déplacées et réfugiées de rentrer dans leurs foyers volontairement et en toute sécurité, et à garantir le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales ainsi que du droit international humanitaire;

*c)* Tous les États de la sous-région du fleuve Mano à coopérer avec le Tribunal spécial et avec la Commission vérité et réconciliation et à travailler de façon constructive à consolider la paix et la sécurité en Sierra Leone;

*d)* La communauté internationale, y compris les organismes des Nations Unies compétents, à dégager les ressources nécessaires pour garantir que le budget du Tribunal spécial et de la Commission vérité et réconciliation soit suffisant, notamment pour mener à bien des enquêtes;

4. *Prie instamment* le Gouvernement sierra-léonais:

*a)* De continuer d'agir en étroite collaboration et de renforcer sa coopération dans le domaine des droits de l'homme avec la Mission des Nations Unies en Sierra Leone et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme;

*b)* De continuer à travailler à la réinsertion des derniers anciens combattants, dans tous les domaines, et à accorder une attention particulière aux enfants et aux femmes anciens

combattants dans le processus de réinsertion, en tenant compte des besoins spéciaux et de la vulnérabilité particulière des filles;

c) De veiller à prendre les dispositions nécessaires pour que les femmes et les jeunes filles qui ont été forcées de contracter mariage ou d'avoir un autre type de relation pendant le conflit et les jeunes filles retenues contre leur gré par des anciens combattants soient libérées immédiatement si elles le souhaitent;

d) De continuer à favoriser le fonctionnement efficace de la Commission vérité et réconciliation et de la Commission en faveur des enfants touchés par la guerre;

e) D'accorder une attention prioritaire, en coopération avec la communauté internationale, aux besoins spéciaux de toutes les victimes de mutilations et aux femmes et enfants dont il a la charge, en particulier les victimes de sévices sexuels, de traumatismes profonds et les personnes déplacées à cause du conflit;

f) De continuer de travailler à rétablir l'autorité civile par la fourniture de services publics et sociaux de base, y compris la sécurité et l'administration de la justice, dans tout le pays;

g) De continuer à encourager la société civile sierra-léonaise à coopérer au fonctionnement du Tribunal spécial et de la Commission vérité et réconciliation;

5. *Décide:*

a) De renouveler sa demande au Haut-Commissaire et à la communauté internationale pour qu'ils continuent à aider le Gouvernement sierra-léonais à maintenir une Commission vérité et réconciliation qui fonctionne effectivement et à coopérer avec le Tribunal spécial;

b) De prier la communauté internationale de continuer à participer au renforcement, notamment par une assistance technique, des tribunaux et du système judiciaire de la Sierra Leone, notamment du système de justice pour mineurs, ainsi que d'aider à mettre en place la commission nationale des droits de l'homme;

c) D'exhorter la communauté internationale à répondre aux appels lancés tant par le Secrétaire général que par le Haut-Commissariat et à dégager les ressources nécessaires pour garantir que le budget de la Commission vérité et réconciliation et celui du Tribunal spécial soient intégralement financés, et demande au Gouvernement sierra-léonais de rechercher activement les fonds requis d'urgence;

d) De prier le Secrétaire général de prendre toutes les mesures voulues pour faciliter les activités du Tribunal spécial, notamment celles de son comité de gestion;

e) De prier le Haut-Commissaire et la communauté internationale de continuer à apporter une assistance technique appropriée au Tribunal spécial et à la Commission vérité et réconciliation;

f) De prier le Secrétaire général, le Haut-Commissaire et la communauté internationale de continuer à apporter toute l'assistance nécessaire à la Section des droits de l'homme de la Mission des Nations Unies en Sierra Leone, en veillant notamment à ce que la Section soit toujours associée aux travaux de la Mission, pour lui permettre, conformément à son mandat, de rendre compte des violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme en Sierra Leone et, en consultation avec les organismes des Nations Unies compétents, d'aider le Gouvernement sierra-léonais dans ses efforts pour répondre aux besoins du pays en matière de droits de l'homme, notamment:

- i) D'intensifier sa participation aux programmes de coopération technique, aux services consultatifs et aux activités de promotion des droits de l'homme;
- ii) De renforcer son appui aux organisations non gouvernementales de défense des droits de l'homme et aux autres groupes travaillant dans ce domaine en Sierra Leone, y compris dans le cadre du Forum national pour les droits de l'homme, et de poursuivre et développer sa coopération avec ces organisations et groupes;

g) De prier le Haut-Commissaire de rendre compte à l'Assemblée générale, à sa cinquante-huitième session, et à la Commission, à sa soixantième session, de la situation

des droits de l'homme en Sierra Leone, en se référant notamment aux rapports de la Section des droits de l'homme de la Mission;

h) D'examiner cette question à sa soixantième session.

62<sup>e</sup> séance  
25 avril 2003

[Adoptée sans vote. Voir chap. XIX.]

### **2003/81. Coopération technique et services consultatifs au Tchad**

*La Commission des droits de l'homme,*

*Réaffirmant* que tous les États Membres ont l'obligation de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales consacrés dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme, les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et les autres instruments pertinents relatifs aux droits de l'homme, et le devoir de s'acquitter des obligations qu'ils ont contractées en vertu des divers instruments internationaux dans ce domaine,

*Consciente* que le Tchad est tenu d'appliquer tous les instruments internationaux et régionaux auxquels il est partie,

*Se félicitant* de l'attitude constructive du Gouvernement tchadien et de son désir de coopérer avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en vue de consolider les principes des droits de l'homme,

*Se félicitant également* du désir du Gouvernement tchadien de coopérer avec les procédures spéciales de la Commission et d'envisager de les inviter à se rendre dans le pays,

1. *Prie* le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, en consultation avec le Gouvernement tchadien, d'élaborer un programme d'assistance technique et de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme;

2. *Décide* de poursuivre l'examen de cette question à sa soixantième session, au titre du même point de l'ordre du jour.

62<sup>e</sup> séance  
25 avril 2003

[Adoptée sans vote. Voir chap. XIX.]

## **2003/82. Coopération technique et services consultatifs au Libéria**

*La Commission des droits de l'homme,*

*Réaffirmant* que tous les États Membres ont l'obligation de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales consacrés dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme, les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et les autres instruments pertinents relatifs aux droits de l'homme, et le devoir de s'acquitter des obligations qu'ils ont contractées en vertu des divers instruments internationaux dans ce domaine,

*Consciente* que le Libéria est tenu d'appliquer tous les instruments internationaux et régionaux auxquels il est partie,

*Se félicitant* de l'attitude constructive du Gouvernement libérien et de son désir de coopérer avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en vue de consolider les principes des droits de l'homme, de tolérance et de réconciliation, notamment, grâce à une éducation dans le domaine des droits de l'homme,

1. *Décide* de désigner un expert indépendant pour une période initiale de trois ans chargé de faciliter la coopération entre le Gouvernement libérien et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme dans le domaine de la promotion et de la protection des droits de l'homme en fournissant une assistance technique et des services consultatifs;

2. *Invite* l'expert indépendant à se rendre au Libéria pour évaluer la situation des droits de l'homme dans le pays et soumettre un premier rapport sur ce sujet à la Commission lors de sa soixantième session;



3. *Prie* le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de mettre à la disposition de l'expert indépendant les ressources lui permettant de remplir sa mission;

4. *Décide* de poursuivre l'examen de cette question à sa soixantième session, au titre du même point de l'ordre du jour.

*62<sup>e</sup> séance  
25 avril 2003*

[Adoptée sans vote. Voir chap. XIX.]

-----